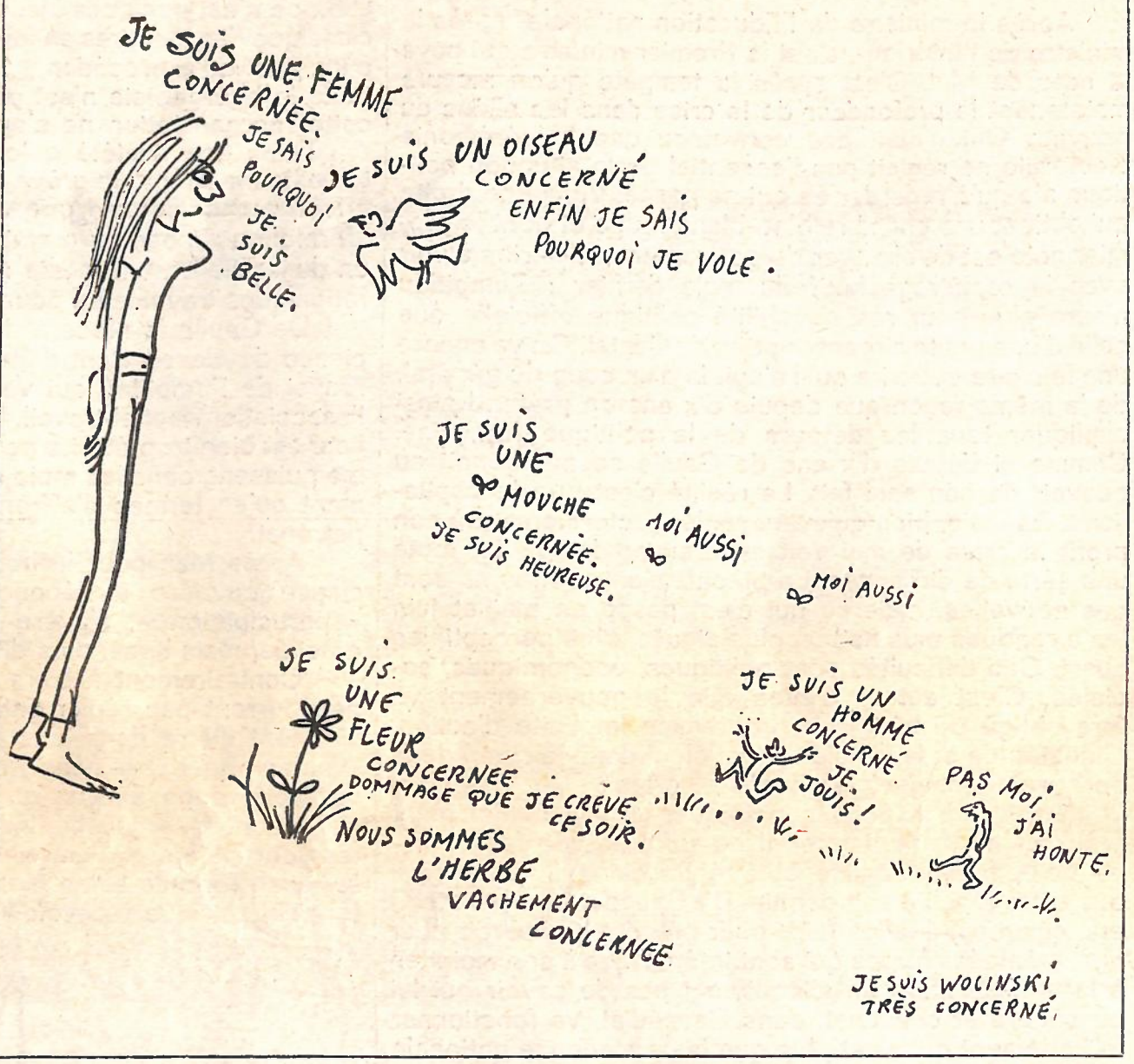
AUJOURD'HUI

N° 21 ● SEMAINE DU 11 AU 17 JUILLET 1968 ● PRIX : 1 F ● Ce journal a été réalisé au Service des Comités d'Action, avec le soutien de l'UNEF, du SNESup et des Comités d'Action Lycéens.

Ah ces gauchistes !



DOSSIER : GUERRE CIVILE OU REVOLUTION ?

POMPIDOU A LA RUE

Après le ministre de l'Education nationale, après le ministre de l'Intérieur, c'est le Premier ministre qui paye la note de Mai. C'est après la tempête qu'on mesure maintenant la profondeur de la crise dans les allées du pouvoir. Qui n'était pas convaincu que la cérémonie électorale ne réglait pas l'essentiel de la situation politique n'a qu'à regarder ce qui se passe. Voilà une droite qui obtient une chambre bleu-blanc-rouge et dont le premier acte est de changer de gouvernement — rien à voir avec le replâtrage hâtif du mois dernier : Pompidou n'aura plus pour responsabilité politique officielle que celle d'une petite circonscription du Cantal. On va encore une fois dire et écrire qu'il s'agit là d'un coup du général, de la même façon que depuis dix ans on prétend ainsi expliquer tous les détours de la politique française. Comme si depuis dix ans de Gaulle se maintenait au pouvoir de son seul fait. La réalité c'est que le capitalisme français, bien qu'ayant réglé électoralement à son profit la crise de mai voit se dresser devant lui toute une série de difficultés. La plupart d'entre elles ne sont pas nouvelles, mais ce qui s'est passé en mai et juin les a rendues plus nettes, plus aiguës, plus perceptibles aussi. Ces difficultés sont politiques, économiques, sociales. C'est autour d'elles que le gouvernement va être obligé de bâtir son programme implicite d'action. L'inquiétude et la division s'installent dans le camp de la bourgeoisie, malgré le succès électoral.

Parmi les difficultés politiques, il y a évidemment le problème institutionnel. Il ne suffit pas de faire campagne en faveur de la légalité républicaine, il faut encore que cette légalité soit définie. De Gaulle a trop bien indiqué comment il fallait faire pour prendre le pouvoir pour que, même les forces qui sont intéressées à son maintien à la tête de l'Etat ne s'inquiètent pas de savoir qui lui succédera et comment, dans l'immédiat, va fonctionner le Parlement qui n'est plus que la permanence nationale de l'U.D.R. D'un côté, il n'est pas question d'accroître le rôle du Parlement, mais d'autre part, il y a un risque politique certain à le mettre, dès le début de la législature, devant le fait accompli qu'est le renvoi de Pompidou. C'est montrer la vanité des élections. Il est toujours mauvais pour un pouvoir bourgeois de dévoiler les mécanismes de sa domination. Malgré dix ans de gaullisme, les institutions restent toujours aussi fragiles.

La droite classique, celle des notables, se trouve mise en porte-à-faux : elle croyait servir Pompidou, elle va être obligée d'obéir à Couve, qui va porter un pas plus avant l'adaptation de la société française au capitalisme « moderne », même si le C.N.P.F. grince un peu. D'une manière ou d'une autre, la divergence d'intérêts entre les secteurs du capitalisme qui jouent la carte gaulliste contre les Etats-Unis et ceux qui préfèrent un arrangement « atlantique » à l'amiable va ressurgir. De Gaulle n'a jamais eu l'adhésion de tous les capitalistes à ses objectifs politiques.

Jusqu'ici, hormis la politique étrangère, les oppositions sont restées sourdes. Il n'est pas certain que cela continue ainsi maintenant qu'il va falloir faire des choix économiques douloureux. Quelle que soit sa volonté, le gouvernement sait bien que tel quel le patronat français est condamné.

La pression salariale qui a résulté des grèves implique une politique de récupération pour maintenir les taux de profits. Cette politique de récupération se fait par les hausses des prix, mais la compétition internationale ne permet pas des hausses inconsidérées. Dans les industries qui, par nature, sont complètement à l'abri des importations, les augmentations peuvent être élevées. C'est le cas du bâtiment. Mais dans les autres secteurs, notamment ceux qui utilisent les techniques les plus modernes et sur lesquelles le capitalisme français a placé ses espoirs de résistance au capitalisme U.S., ce n'est pas possible. Après avoir usé de l'arsenal classique des mesures en faveur de ces entreprises, il n'y aura plus qu'à procéder aux concentrations. A ce jeu, toute la bourgeoisie n'est pas gagnante. Surtout quand cette réorganisation ne s'opère pas à froid.

Dans une société qu'on croyait chloroformée, les travailleurs ont par la grève affirmé qu'ils se considèrent effectivement comme une classe. La vigueur de cette affirmation repose au premier plan le problème numéro un du capitalisme français : celui de canaliser les aspirations des travailleurs pour les faire renoncer à la lutte.

De Gaulle fait face à des travailleurs dont la conscience de classe vient d'être réveillée. Ce n'est pas le renvoi de Pompidou qui va permettre la réalisation de l'association capital-travail. La marge de manœuvre gaulliste est bien trop étroite pour que les velléités de réforme puissent, dans les mois qui viennent, se poser autrement qu'en termes d'affrontement entre travailleurs et patronat.

Après Mai, pour la bourgeoisie, l'intégration de la classe ouvrière à l'économie capitaliste, rebaptisée « participation », s'avère une nécessité encore plus cruciale, mais aussi plus difficile à réaliser.

Contrairement à leurs espérances, les capitalistes ne pourront pas régler entre eux leurs problèmes, qui viennent d'être dans tous les sens amplifiés. Même si Waldeck Rochet — nous y reviendrons — préfère réserver ses coups à ceux qu'il baptise gauchistes parce qu'ils sont à sa gauche, les luttes ouvrières et étudiantes vont maintenant entrer dans une nouvelle phase. La fameuse formule selon laquelle ce sont les masses qui font l'histoire va recevoir de nouvelles illustrations.

LES LUTTES DE CLASSES EN FRANCE
MAI-JUIN 1968

Des années de bavardages effacées en un mois de luttes les vérités de mai demeurent, elles révèlent une société mûre pour le socialisme l'avenir commence

Avec ACTION HEBDOMADAIRE nous inaugurons la présentation de dossiers concernant le mouvement de Mai-Juin et toutes les questions relatives à la lutte des classes. Cependant, les articles qui suivent ne forment pas véritablement le dossier d'une question au sens strict du terme. Ce sont plutôt les premiers bilans et les première réflexions sur le mouvement de ces mois derniers. Plusieurs mots-souches ont circulé avec plus ou moins de bonheur. On a parlé de révolution (trahie), d'explosion sociale (éphémère ou non), de front populaire (recommencé ou inédit). On parle à présent de fascisme (gaulliste), de vague réactionnaire ou encore de bluff de la réaction.

C'est autour de ces appréciations que s'ordonnent les articles qui suivent. Mais, en aucune façon, ces analyses ne se veulent des réponses définitives. Elles ne font qu'ouvrir un débat que nous espérons le plus large et le plus efficace possible.

En guise d'introduction, nous voudrions, ici, apporter une première réponse sur ce qui a hanté la courte période électorale : le spectre de la guerre civile. Deux forces politiques en ont parlé continuellement : le parti communiste français et le pouvoir réactionnaire. Du côté communiste, les arguments ont été curieusement contradictoires comme le montre encore l'interview de Georges Marchais dans « L'Humanité-Dimanche » du 7 juillet. D'un côté, on dit que le pouvoir s'est appliqué au chantage à la guerre civile en soulignant qu'il s'agissait d'un bluff mené sur une grande échelle. Du coup, « la partie (de la classe ouvrière) la moins armée idéologiquement a pu se laisser abuser, elle aussi (avec la petite bourgeoisie) par les craintes de la guerre civile... ». Mais, d'un autre côté, on construit la thèse du complot gaulliste : celui-ci aurait été élaboré au Congrès de Lille de l'U. N.R. (en 1967) et dans le courant des événements de mai les gaullistes « ...espéraient que notre parti et les organisations de la classe ouvrière se lancent dans l'aventure ; ils étaient à l'affût pour frapper le mouvement ouvrier et le noyer dans le sang » et « tel a été le sens de toute la campagne tendant à faire croire que l'heure dernière du capitalisme avait sonné et que le pouvoir était vacant ». La démonstration est, on ne peut plus claire. G. Marchais admet calmement que le parti ne cherchait en aucune façon à développer le mouvement du fait que la bourgeoisie n'attendait que ça pour engager la guerre civile.

Du côté gaulliste, évidemment, on parle aussi de guerre civile, mais cette fois-ci voulue et par le parti communiste et par les « anarchistes ». Il fallait par conséquent rassembler le plus grand nombre de Français qui refusaient la tuerie et le totalitarisme. Pour donner quelque crédit aux dangers révolutionnaires, il fallait, bien sûr, y associer le P.C.F. tandis que celui-ci s'époumonait à jurer qu'il ne voulait en aucun cas s'emparer du pouvoir par la subversion.

Ces deux campagnes convergent en fait sur un point : quiconque s'aventure à la violence et à l'illégalité est fautif de déclencher la guerre civile. Toute violence est cataloguée dans le registre de l'apocalypse. Cette vision de la violence des masses est à la fois réactionnaire et obscurantiste : réactionnaire puisqu'elle ne voit dans la violence des masses que destruction et aventure. Obscurantiste puisqu'elle vise à cacher la vérité de la lutte de classe et en particulier à faire croire que les risques de guerre civile sont partout alors que l'on peut très bien les déterminer.

Avec le Mouvement de Mai, il n'y a pas eu de guerre civile ou de risque de guerre civile pour la bonne et simple raison qu'il n'y a pas eu prise du pouvoir ou tentative réelle de prise du pouvoir par le prolétariat et ses alliés. L'Histoire nous enseigne que la guerre civile a toujours été déclenchée par la bourgeoisie après que le prolétariat se soit rendu maître du pouvoir et commence à l'exercer. En 1936, le Front populaire espagnol s'installe. Il faut attendre plusieurs mois (et l'aide des pays fascistes) pour que se déclenche la guerre d'Espagne. En Russie, malgré la guerre mondiale, ce n'est qu'en 1919 que se déclenche vraiment la guerre civile. 1936, enfin, en fournit une preuve par le détour : l'explosion de juin 1936 ne déclenche pas de guerre civile et celle-ci n'aura pas lieu parce que la classe ouvrière a échoué elle-même dans la prise du pouvoir.

Tout cela est explicable : la bourgeoisie ne met en balance son existence que si ses intérêts sont menacés jusqu'au bout — la guerre civile est de toute façon préjudiciable à ses intérêts. Avant le terme, elle s'en remet avant tout à l'Etat chargé de les défendre. Et l'Etat lui-même, dans une période révolutionnaire, ne dispose que de moyens limités : l'armée n'est jamais sûre. Seuls lui sont garantis les régiments d'élite et la police (et encore une partie d'entre elle).

Tout ceci ne veut pas dire que la prise du pouvoir est réalisable par la seule vertu de la grève générale et les manifestations de masse. Elle implique immanquablement l'exercice de la violence. Mais dans la phase de la prise du pouvoir, cette violence est limitée. L'initiative appartient au premier chef aux masses en mouvement. L'Etat ne peut user que du bluff (comme de Gaulle l'a fait à propos de l'armée) et de la défensive (garde des ministères, de la radio, etc.). La bourgeoisie reste désemparée.

Ce qui a pu accréditer la toute-puissance de l'Etat gaulliste, à la fin mai, ce n'est pas la croyance en un complot, ni les provocations policières développées par... les « provocations gauchistes », c'est l'absence de toute réaction de masse après le discours de dissuasion de de Gaulle et la manifestation gaulliste des Champs-Elysées. Le P.C.F., la C.G.T., la C.F.D.T. savaient pertinemment qu'il n'y avait aucun danger à manifester en masse le lendemain et le surlendemain. Seul, leur refus de riposter immédiatement a transformé le bluff gaulliste en contre-offensive réactionnaire « de masse ». Une fois la rue abandonnée aux seules forces de l'ordre, les grèves perdaient leur caractère unitaire, le pouvoir était de nouveau maître du terrain, de SON terrain : la domination par un Etat et une bourgeoisie unie d'une classe ouvrière divisée.

S'il n'y a pas eu de guerre civile, ou même me-

nace de guerre civile dans l'immédiat, le mouvement de mai a été cependant assez puissant et massif pour qu'il y ait eu « guerre froide de classe ». Dans un mouvement social d'envergure qui posait la question du régime, qui jetait directement dans la mêlée les plus larges masses, la bataille politique s'est déroulée dans un contexte qui la classe comme exceptionnelle : à côté des partenaires habituels qui mènent ordinairement la danse (le pouvoir, les partis), les masses populaires ont joué longtemps le premier rôle ; limitée d'habitude au secteur productif, le conflit n'a épargné aucun secteur de la vie sociale : les secteurs de l'information, presse et surtout O.R.T.F., ont été atteints (voir article sur les moyens d'information dans le mouvement de mai) ; chaque couche ou classe sociale a joué directement son rôle dans la crise, que ce rôle ait été sollicité par le pouvoir (c'est le cas de la majeure partie de la paysannerie), ou joué spontanément par ses membres (*ainsi* les techniciens et les chercheurs pour une grande part d'entre eux). Qu'ils se soient montrés réformistes ou acquis au mouvement ouvrier, peu de secteurs sont restés passifs. Seule, pourrait-on dire, la bourgeoisie a attendu, désemparée, que le pouvoir se ressaisisse ou sombre. Elle n'avait d'autre souci que de préserver son pouvoir de domination.

L'enjeu de cette bataille, même si elle a été escamotée, ce fut et c'est encore le renversement du régime, l'établissement d'un pouvoir populaire (voir l'article « La stratégie de la révolution »).
A défaut d'une prise de pouvoir, l'ampleur de la détermination des classes populaires a exigé le recours à la dissuasion, puis aux formes éculées et dépassées de l'idéologie réactionnaire.

Par dissuasion, on entend les moyens déployés pour faire croire (à juste titre ou non) à l'adversaire à la supériorité de ses forces. Mais chacun des deux partenaires sait que l'emploi de ces forces créerait une situation préjudiciable pour l'un et pour l'autre. De Gaulle a employé la dissuasion mais en visant uniquement ce que le P.C.F. et la C.G.T. se gardaient d'assumer : le maintien de la grève générale, la poursuite des manifestations de rue, le renversement du régime.

Pour céder à cette injonction, il était logique que les forces démocratiques rendent crédible ce que justement l'Etat ne pouvait pas déclencher : la guerre civile ou même la répression généralisée. Le jeu était vraiment à quitte ou double : il suffisait de deux ou trois jours de manifestations et de consolidation du pouvoir populaire après le discours du 30 mai pour que l'arsenal déployé par de Gaulle soit vidé du bluff qu'il contenait.

Là encore, si le régime gaulliste est policier, il est démontré que la structure politique française ne s'identifie pas à une structure préfasciste, ce que tentait d'accréditer le P.C.F. (voir l'article sur « gaullisme et fascisme »).

Le décalage entre les appareils politiques et les masses a exigé enfin que soient mis en branle les thèmes réactionnaires qui d'ordinaire ne sont plus nécessaires : le danger rouge, l'anarchie, l'apologie directe de la collaboration de classes. La peur de la bourgeoisie ne peut à elle seule expliquer ce retour de la vieille histoire ; simplement, les techniques « modernes » d'intégration avaient été réduites à néant par la nouvelle conscience des masses. Pour remettre en ordre la société, il fallait de nouveau remettre sur le métier le fantôme des forces occultes du « parti de l'étranger ». Mais ce recours est contradictoire : il est difficile de tabler sur le danger rouge, alors que Moscou et le P.C.F. renient de plus en plus fort toute idée de subversion, fusse-t-elle tentée par les masses elles-mêmes.

L'INSURRECTION ÉTUDIANTE

Ce n'est pas un accident. Ce n'est qu'un début

Tout le monde l'a dit : l'explosion étudiante a agi comme détonateur dans la crise révolutionnaire de mai. Cependant l'appréciation exacte de ces dix journées de batailles de rue (du 3 au 13 mai) est restée très confuse. La révolte des étudiants est-elle accidentelle ou inaugure-t-elle quelque chose de décisif ? Les lignes qui suivent, extraites d'un livre à paraître prochainement, essayent de préciser ce qu'il y a d'irréductible dans le mouvement étudiant. Mais quelle que soit la réponse exacte qu'on en donne, l'avenir du mouvement étudiant n'est jamais apparu aussi profondément lié au mouvement ouvrier. La révolte universitaire de mai a été autant déterminée par les luttes ouvrières qu'elle a agi sur elles.

L'explosion du 3 mai marque le début de l'insurrection étudiante et la transformation qualitative du mouvement par l'entrée en scène d'une masse inorganisée politiquement, mais animée d'une formidable combativité. Cette masse qui ne cessera de croître au fil des jours sera l'élément décisif pour le développement de la lutte.

En face : la police. C'est-à-dire l'appareil d'Etat. Cela n'est pas immédiatement clair. Pendant quelques heures, la consigne est de « maintenir » l'ordre. Opération de police banale. Depuis des années la police maintient l'ordre. A tel point qu'elle est presque de trop : l'ordre se maintient tout seul. Les organisations disposent de leur service d'ordre. Meetings et manifestations se dispersent. Pendant deux heures, on jure, à mille ou à cent mille, que la réforme ne passera pas. Que nous ferons abroger les ordonnances. On se compte et on se sépare. Puis le Parlement parlemente et la majorité enregistre. Le gouvernement agit.

CE QUI A CHANGE LE 3 MAI

Le 3 mai, le recteur ferme la Sorbonne. Les étudiants massés dehors revendiquent « la Sorbonne aux étudiants ». La police charge. Tout est dans l'ordre. Jusqu'au premier pavé. Jusqu'à la première, symbolique et fragile, barricade au travers du boulevard Saint-Michel. Cela, c'est la révolte. Et la révolte se paie cher. Après la matraque, la correctionnelle : du maintien de l'ordre on passe au rétablissement de l'ordre. L'Université n'est plus dans le champ, l'adversaire n'est plus le régime en général, désigné à travers de multiples médiations revendicatives, mais l'Etat en tant que corps répressif organisé, immédiatement présent.

L'épreuve de force qui va se mener toute la semaine oppose directement l'Etat et les étudiants sur le seul mot d'ordre positif de la liberté d'expression (qui comprend aussi bien l'amnistie et le retrait des forces de police).

Le gouvernement a voulu faire vite. Qu'on en juge : en trois jours, six cents vérifications d'identité, quatre heures de matraquage et grenadage au Quartier Latin, deux séances du tribunal correctionnel, dix-sept condamnations. Et pour clôre le tout, le lundi matin, un Conseil de Discipline et l'investissement policier de la Sorbonne et de ses environs. La logique ancienne eut voulu que l'U.N.E.F. organisât un meeting de protestation quelques jours plus tard. La réponse, ce fut, le jour même, la place Maubert et les barricades de Saint-Germain-des-Prés, résistance contre agression, violence contre violence. La nature de cette réponse a totalement transformé la situation intérieure française, et cela dès le 6 mai au soir.

Cette contre-violence organisée, loin de « se couper des masses », favorise la mobilisation de celles-ci et les portent à des niveaux jamais atteints en milieu étudiant. Les flics font mal, mais ils ont cessé de faire peur. Pour la première fois en dix ans, l'appareil d'Etat est vulnérable. Chaque degré qu'il gravit dans l'escalade de la répression accroit d'autant la capacité de résistance des révoltés. Une preuve décisive est faite, pour la confirmation de laquelle des jeunes, apprentis, lycéens, travailleurs et étudiants, font montre d'un héroïsme extraordinaire. L'origine étudiante de la lutte limitant momentanément la sauvagerie policière, jointe à la crise permanente de l'Université, ont favorisé les premiers développements de la lutte.

LA RAGE EST UNE MALADIE CONTAGIEUSE

Derrière les barricades du 6 mai, les forces composites des manifestations précédentes se rejoignent et s'unissent. La résistance aux flics a permis aux « enragés » et à la masse de se rencontrer, sur le terrain des premiers, mais avec les armes des seconds.

Nous avons dit que le mouvement de mai était révolutionnaire avant d'être universitaire. Il l'était à l'origine, en posant les fins ultimes de sa lutte comme la raison permanente de celle-ci. Nous ne voulons pas réformer l'Université bourgeoise, disaient les militants du 22 mars, nous ne pouvons pas, par nos propres forces, la changer : nous devons donc la contester, globalement, et intervenir directement sur chaque point où cela nous est possible. Mais ce terrain était fragile : la grande majorité des étudiants n'était pas prête à mettre en question ce qui ne fonctionnait, malgré tout, pas si mal et dans lequel elle trouvait un minimum de sécurité intellectuelle et morale.

En fermant la Sorbonne, l'administration a répété l'erreur de Nanterre en la multipliant. A Nanterre, les étudiants n'éprouvaient pour les « enragés » ni sympathie, ni haine : ils contemplaient avec indifférence une agitation qu'ils jugeaient inefficace. Seule la minorité de droite et d'extrême-droite, pratiquant respectivement la délation et l'agression physique, combattaient les groupes d'extrême-gauche. Si bien que la mesure administrative prise à l'égard de Cohn-Bendit et de ses sept camarades, puis la fermeture de la faculté, sont apparues plus comme une concession unilatérale à la droite que comme une mesure d'ordre.

A Paris, ce fut pire : personne n'empêchait la Sorbonne de fonctionner et on a fait donner les flics. Les étudiants les moins « politisés », à qui l'idée d'assister au meeting du 3 mai ne serait jamais venue, ont été instantanément plongés dans la vague de répression.

LA PEDAGOGIE EST DANS LA RUE

Soudain, ce n'était plus l'opinion ultra-minoritaire des révolutionnaires qui était en cause, mais toute opinion non conforme à qui on interdisait, par la force, de s'exprimer. Par voie de conséquence, tous les problèmes individuels ou collectifs dus au « malaise de l'Université » et à la crise engendrée par la réforme - croupion de Fouchet, commencent à sortir. Cohn-Bendit a raison de dire que la masse est amorphe et moutonnière : conditionnée par des années d'école primaire et secondaire, façonnée au moule de l'obéissance servile, abrutie par les méthodes ineptes de l'enseignement supérieur, la masse des étudiants n'a d'autre recours que l'inertie collective ou l'échappatoire individuelle. Les plus radicaux peuvent rejoindre les « groupuscules » et manifester contre l'impérialisme. Le reste ne peut rien : toute revendication, si elle n'est pas ponctuelle et immédiatement discutable est abstraite.

Il n'y a pas, quoi qu'on en dise, d' « intérêts » étudiants, mais une situation présente révoltante et qui n'implique pas une attitude active. L'absence de l'U.N.E.F., qui pouvait constituer un niveau de rationalisation suffisant entre la revendication immédiate et la révolte pure, canalisant ainsi l'énergie d'une forte minorité du monde étudiant, aggrave le phénomène. La contestation existe potentiellement partout. Elle ne se manifeste nulle part explicitement et collectivement. Chez les individus, par contre, c'est une autre affaire. Les psychiâtres et les psychologues auraient pu donner des indications utiles au ministre ou au préfet de police. Troubles d'adaptation, comportements anxieux, déséquilibres divers : le ministre avait vu juste, les enragés sont des malades mentaux.

La masse est amorphe tant que rien ne vient la tirer de son sommeil. En la jetant à la rue, les policiers lui ont donné le choc salutaire. Elle n'a pas rejoint les enragés. Elle est devenue elle-même enragée. Elle a découvert, en se révoltant, sa situation révoltante et elle s'est mise à parler. Ce qu'aucun groupuscule n'aurait pu faire, l'irruption des flics l'a permis. Parce que l'Université n'était plus capable de tolérer quatre cents révolutionnaires, elle est devenue intolérable à des dizaines de milliers d'étudiants et même à quelques professeurs.

SPONTANE ET PREVISIBLE

Ne surestimons pas le hasard, la décision de Roche a fait du 3 mai une date historique. Tout aurait pu commencer le 6, ou le jour des examens, ou le 1er novembre : de toutes les façons, les échéances étaient courtes. Si ce n'avait été la décision d'un recteur, l'application, à la rentrée de 68, des mesures de sélection excluant des milliers d'étudiants, aurait allumé la mèche.

La révolte était prévisible. Depuis des mois, l'Université était au point critique, comme depuis des années la situation économique et sociale était explosive, même si la stratégie des grèves tournantes et sectorielles couronnée de succès relatifs retardait l'échéance.

Que la chaine ait d'abord craqué en son maillon le plus faible (l'Université en crise à trois semaines des examens) et que les combattants aient utilisé toutes les faiblesses de l'adversaire (sa surprise d'abord, sa réticence momentanée à faire massacrer ses fils, ensuite) pour asseoir une position solide, il n'y a là rien de plus normal, rien qui puisse choquer le léniniste le plus pointilleux. Mais l'utilisation immédiate du terrain conquis, le choix, à chaque instant, de la riposte appropriée, le jaillissement spontané des mots d'ordre, sont les signes d'une intelligence proprement révolutionnaire, née dans la lutte et mûrie jour après jour. C'est en s'accomplissant que la révolte change de sens. La situation est chaque fois plus exigeante. Le 3 mai, il suffisait d'être là et d'avoir du courage. Les policiers, pris de court, ont quelque peine à réaliser qu'ils ne sont pas les plus forts du seul fait d'exister avec un casque et une matraque.

LES VALEURS BOURGEOISES EN BAISSE

Le 6, ils sont prévenus et attendent. Les incidents du matin autour des barrages du boulevard Saint-Michel sont brefs. Les manifestants se retirent pour revenir en force. Ils ne reviendrons qu'après s'être comptés et renforcés tout au long d'un immense parcours. Malgré les durs combats du soir, ils seront trois fois plus nombreux au rendez-vous du lendemain. Non pour « chercher » l'affrontement mais pour prouver la force.

Pour la première fois, à Paris, depuis la guerre d'Algérie, la manifestation n'est plus un cortège, mais une démonstration. L'itinéraire n'est plus le résultat d'une négociation avec le préfet de police, mais un choix politique. L'Arc de Triomphe est un objectif contestable du point de vue stratégique : la situation l'impose : le choix politique est profondément juste. Elevés dans le culte des symboles et des valeurs, les étudiants choisissent d'abord de s'attaquer aux symboles et aux valeurs : le drapeau tricolore, la dalle sacrée, lieu du pèlerinage nationaliste. Chanter l'Internationale sous l'Arc de Triomphe ne fait pas avancer d'un pouce la réforme de l'Université mais fait accomplir à la prise de conscience politique un bond considérable. Réflexe petit-bourgeois tant que l'on voudra, et c'est en partie vrai, la négation absolue des symboles et des valeurs, quand elle est le fait de dizaines de milliers de jeunes, est acte politique majeur. Elle est aussi l'étape nécessaire sur la voie de la libération. La conscience révolutionnaire n'est jamais spontanée. Elle s'apprend. Et les étudiants révoltés accomplissent leur apprentissage. Nul ne comprendra jamais rien au mouvement de mai s'il ne saisit pas les ressorts de cette pédagogie, ni la formidable accélération du processus historique durant ces journées.

Le lendemain, les représentants des confédérations syndicales viennent parler aux étudiants comme à des victimes. Pour eux, rien n'a changé. La répression policière et la réforme démocratique de l'éducation nationale font partie de l'arsenal des discours de circonstance. Périodiquement, on les dépoussière et on les prononce. Qui est irresponsable ? Qui est coupé du mouvement de masse ce soir-là ? Les étudiants du 3 mai sont devenus les combattants du 6 et les manifestants du 7. Ils n'attendent pas qu'on les réconforte, mais qu'on réponde à leurs questions : Qu'allez-vous faire ? Que pouvons-nous faire avec vous ? Comment agir ensemble ? Peut-être que rien n'est possible, mais alors, qu'on s'en explique.

Inquiétude, déception, amertume : oui, ce sont encore des réactions subjectives typiquement petites-bourgeoises à un meeting transformé en cérémonie diplomatique et à une manifestation redevenue cortège. « On nous a baladés, et on nous a eus. » Sur cette place du Luxembourg où tout a commencé, l'ordre de dispersion pour éviter un affrontement inutile était juste. Encore fallait-il savoir qui décidait et au nom de quoi. Le mouvement de masse n'a pas encore décidé de sa propre légitimité, mais il a montré les jours précédents qu'il savait choisir ses réponses et utiliser le terrain. La démobilisation du 8 mai n'est pas venue de l'absence de combat physique mais de cette conjugaison d'éléments contradictoires avec tout ce qui s'est passé les jours précédents. Formidable leçon que cette défaite ; ceux-là qui, moins nombreux, se retrouve-

ront spontanément le lendemain, place de la Sorbonne et à la Mutualité, ne l'oublieront pas.

L'occupation du Quartier Latin, la nuit des barricades, répond à la dispersion du 8. L'impuissance a changé de camp : elle n'est plus du côté du mouvement de masse sans chef et sans programme, mais du côté des organisations qui prétendaient s'en servir. L'insurrection étudiante atteint son point culminant : de la révolte spontanée, elle est passée à la conscience révolutionnaire.

L'appel à la grève générale n'est plus le mot d'ordre douteux de la mythologie groupusculaire, mais la conséquence objective de la situation créée. Il sera entendu.

DIX JOURS POUR DIX ANS

En dix jours, un mouvement d'étudiants provoque en sa faveur une grève générale et le rassemblement d'un million de personnes à Paris et de millions d'autres en province. Il aura fallu moins de trois heures à la C.G.T., à la C.F.D.T. et à la F.E.N. pour décider de la grève générale. Cela ne s'est jamais vu.

Mais en dix jours aussi, et pour la première fois de l'histoire du règne, le gaullisme a reculé.

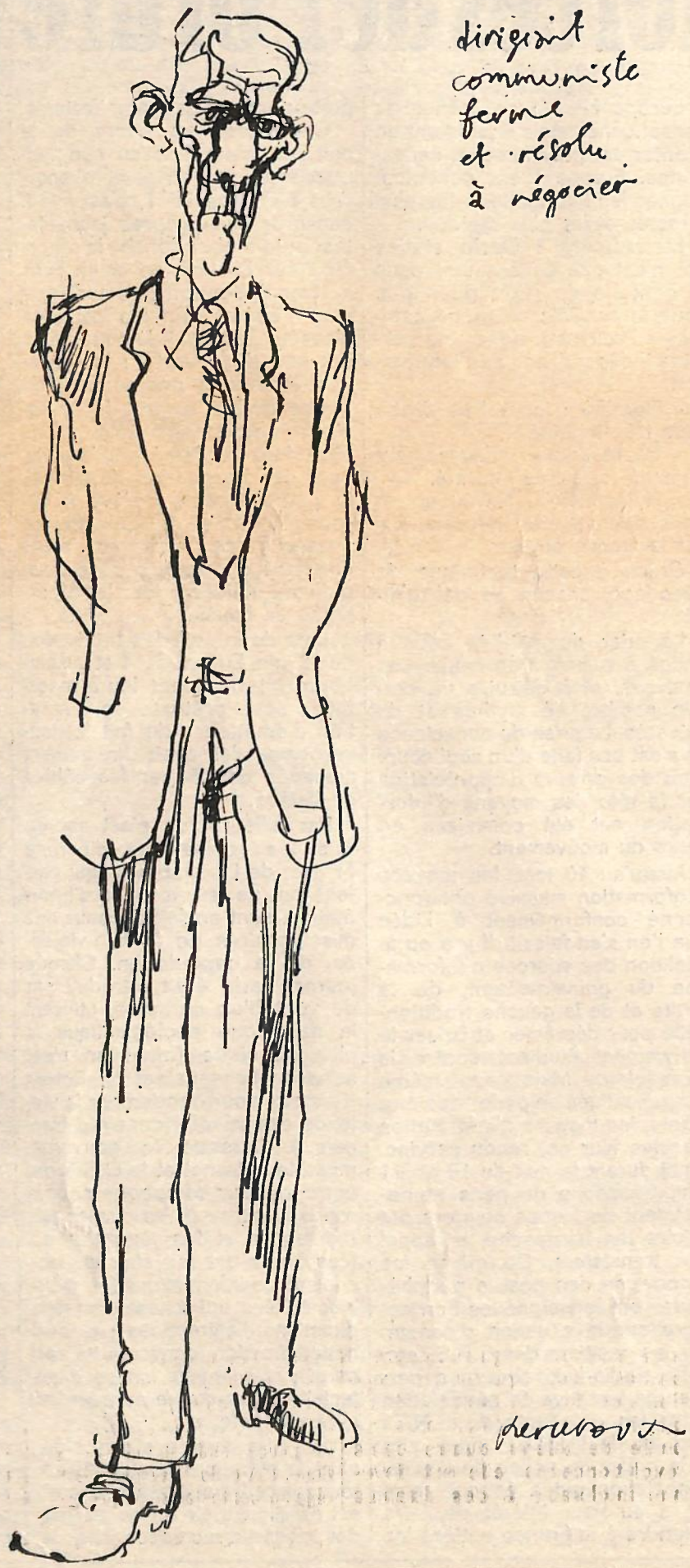
En dix jours, l'insurrection étudiante a totalement modifié la situation intérieure française.

Le défilé du 13 mai n'est pas une procession de circonstance : c'est une manifestation de victoire et de combat. L'enchainement quasi immédiat de la grève du 13 et des premières occupations d'usine n'est pas accidentel. Une seule et même situation objective englobe l'insurrection étudiante, la grève générale et le plus vaste mouvement de luttes sociales que notre pays ait connu. Les combats du Quartier Latin n'ont pas créé une situation révolutionnaire pas plus qu'ils n'ont provoqué les occupations d'usines et la grève de millions de travailleurs. Ils en ont révélé la possibilité « subjective » et ils ont été le détonateur de la situation objective. En ce sens, ce mûrissement interne de la lutte des étudiants, ce passage à la conscience révolutionnaire qui a conduit à la nuit des barricades, sont à la fois les produits d'une situation historique générale qui a permis la progression ultra-rapide de la lutte et les « accoucheurs de l'histoire ».

Ce n'est pas un hasard si les centrales syndicales, après s'être mises laborieusement d'accord le 10 pour une manifestation parisienne commune le 14, ont décidé de la ramener au 13 et de la renforcer par la grève. C'est la vérification éclatante de la justesse du mouvement de masse étudiant, en dépit même de ses erreurs tactiques et de ses incertitudes stratégiques.

Les syndicats sont, tout aussi fondés à rappeler que ni la grève générale, ni le mouvement qui l'a suivi n'auraient eu lieu sans des années de combats obscurs et de patients travaux.

Question absurde et irréelle à trancher : qui a commencé quoi ? Pour que le combat des étudiants ait servi de révélateur, encore fallait-il qu'il y ait quelque chose à révéler et que ce quelque chose, une fois révélé, il y ait quelqu'un pour s'en servir. Ce qui s'est passé en France n'a pas été possible en Allemagne où pourtant le mouvement révolutionnaire étudiant était cent fois mieux organisé que le nôtre. Rien en fait n'eut été possible sans l'existence d'un mouvement ouvrier fortement structuré. Rien n'eut été possible sans l'existence d'un Parti Communiste extrêmement puissant et organisé ni d'une C.G.T. représentant une longue tradition de luttes ouvrières. Rien, c'est-à-dire pas même la transformation qualitative de l'insurrection étudiante. La force autonome du mouvement ouvrier français et son haut niveau de conscience politique n'ont pas d'équivalent en Allemagne aujourd'hui. Cette force et ce niveau de conscience ont seuls permis à la révolte des étudiants ce dépassement vers une exigence révolutionnaire qui ne pouvait plus, dès lors, s'incarner que dans la lutte des classes.



ETUDIANTS : FRANCS-TIREURS

Les étudiants n'ont pas été à l'avant-garde du prolétariat, ou, s'ils l'ont été, c'est en tant que francs-tireurs qui, avec des moyens stratégiques infiniment plus réduits à long terme, mais des possibilités tactiques de succès immédiat beaucoup plus grandes, ouvrent la brèche par laquelle s'engouffrera l'armée régulière. Les deux éléments, aussi disproportionnés soient-ils, sont aussi nécessaires l'un que l'autre. Les francs-tireurs peuvent remporter des victoires limitées mais sans portée ; après leur coup de main, s'ils sont seuls, ils doivent disparaître ou se faire tuer. Le gros de la troupe, s'il doit combattre massivement tout de suite, ne remportera une victoire qu'au prix de lourdes pertes.

Bien que n'ayant d'autre éducation militaire que l'expérience du terrain et une connaissance de l'ennemi qu'ils peuvent, parce qu'ils sont peu nombreux et vêtus civilement, observer de plus près, les francs-tireurs, parfois, peuvent livrer immédiatement une bataille décisive, que l'Etat-major, instruit à l'école de guerre et fort d'une longue pratique de la direction des opérations, jugerait imprudente et prématurée.

Les francs-tireurs du 10 mai avaient vu juste.

L'armée régulière s'est mise en marche, non pour voler au secours d'une victoire partielle, mais pour engager le combat à son tour.

Ignorer cette vérité première, que seule la présence d'un fort mouvement ouvrier à traditions révolutionnaires, a été la condition de base du développement révolutionnaire de toute la lutte, y compris l'insurrection étudiante des 3, 10 mai, c'est commettre une grossière et dangereuse erreur, c'est confondre la stratégie parlementariste d'une direction avec la dynamique réelle de l'éducation et de l'organisation du mouvement ouvrier, c'est encore une fois prendre l'arbre pour la forêt. Faute politique grave si elle est de notre fait, nous ne devons jamais oublier qu'elle appartient à l'arsenal idéologique de nos adversaires.

INFORMATION DE GUERRE CIVILE

Télévision, radio, grande presse : forces de l'ordre

Avant le déclenchement de la crise, il existait deux styles de critiques concernant les moyens d'information massive (télévision, radios gouvernementale et « périphériques », grande presse, publicité, propagande par affiches et tracts, etc.). Du point de vue de la critique traditionnelle ou réformiste, la revendication essentielle portait sur l'objectivité de l'information. La technique même de l'information massive était tenue pour politiquement neutre. Il fallait simplement obtenir un statut des moyens d'information, garantissant leur caractère démocratique (libre accès de tous, sous contrôle de la représentation nationale) et leur autonomie par rapport aux puissances financières et aux groupes politiques et autres.

Du point de vue de la critique « révolutionnaire », on avait conscience du fait que l'information massive est une technique de manipulation constituant un rapport d'autorité entre informateurs et informés, quel que soit le contenu de l'information. A partir de là on avançait diverses formes de contestation : certains proposaient une prise en charge de l'information massive par les masses elles-mêmes (les journaux faits par leurs lecteurs, les informations commentées par les téléspectateurs, à chacun son émetteur-récepteur). Certaines réalisations sont d'ailleurs allées dans ce sens : ainsi les quelques meetings où le micro était accessible à qui voulait le prendre, ainsi les ronéos accessibles à qui voulait sortir un tract, etc. D'autres au contraire allaient jusqu'à la condamnation radicale de l'information massive. On a vu des militants distribuer par dérision des tracts blancs. On peut dire aussi qu'une certaine méfiance à l'égard de l'information massive a retenu plusieurs mouvements politiques de publier des journaux ou des bulletins d'information, matériel considéré comme dangereux en ce qu'il condense, simplifie, schématise des processus infiniment complexes; dangereux aussi en ce qu'il conduit à une certaine passivité : parce qu'il se croit informé, le lecteur se croit dispensé d'agir, la lecture lui donnant l'illusion de participer.

Cependant tout le monde utilisait les moyens d'information. Il **y avait même une sorte de consensus** quant au mode d'emploi des moyens d'information, une technique permettant leur usage critique.

Télévision : propagande gaulliste, mais intérêt pour les émissions de grand reportage comme « Cinq colonnes à la Une » à condition de faire la part du sensationnel. Même mode d'emploi pour des revues comme « Paris-Match ».

France - Inter : propagande gaulliste.

Europe N° 1 : se méfier du sensationnel, mais également en profiter car pour faire du sensationnel Europe 1 est conduit à donner les informations les plus directes et les plus rapides.

Luxembourg : Seule station qui n'est pas entièrement sous le contrôle de l'Etat (bien que sous le contrôle du grand capital — Prouvost), donc une certaine indépendance de l'information.

« Figaro » : Journal de droite mais très informé.

« Le Monde » : Faussement objectif, mais très informé.

« Humanité » : Révisionniste mais donnant des informations sur le monde ouvrier.

Grâce à cette technique de décodage, chacun se débrouillait.

La crise de mai-juin nous a obligé à remettre en cause ces analyses, et à détruire un certain nombre de mythes et de naïvetés. La prise de conscience ne s'est pas faite d'un seul coup. Bien des erreurs d'appréciation sur le rôle des moyens d'information ont été commises en cours du mouvement.

Jusqu'au 10 mai, les moyens d'information massive ont fonctionné conformément à l'idée que l'on s'en faisait. Il y a eu la coalition des sources d'information du gouvernement, de la droite et de la gauche traditionnelle pour déprécier et briser le mouvement étudiant contre la répression. Mais en même temps, obligés de parler des étudiants, les moyens d'information massive leur ont rendu service. Ainsi durant la nuit du 10 au 11 mai, beaucoup de gens et notamment de jeunes ouvriers ont rejoint les barricades à l'appel des transistors. De même les reportages des postes périphériques ont renseigné les barricadiers sur la situation d'ensemble, les positions des C.R.S., etc. Enfin Radio-Luxembourg a permis une tentative de négociation entre les dirigeants du S.N.E.-Sup. et de l'U.N.E.F. d'un côté et le préfet de police de l'autre, négociation qui a échoué mais qui a eu pour intérêt de faire entendre à la France entière les porte-paroles des manifestants.

Cependant au cours de la nuit, on s'est aperçu que Jacques Paoli, qui dirigeait le reportage d'Europe N° 1, s'est mis à censurer ses propres journalistes, puis a abandonner le reportage sur l'action en cours pour dériver l'attention des auditeurs vers l'opération taxis pour les blessés. Cette nuit-là nous avons fait une découverte : le sensationalisme des postes périphériques cédait devant les pressions gouvernementales. Cela allait être confirmé par la suite. Lors des barricades du 24 mai, le gouvernement enlève à Europe N° 1 et à Luxembourg l'usage des voitures - radios émettant sur ondes courtes et qui sont utilisées pour les reportages en direct.

Lors de la nuit des barricades du 11 juin, Europe N° 1 et Luxembourg interrompent leurs reportages sous prétexte de réparation d'émetteur ; de fait le gouvernement les avait directement menacés de couper les câbles de liaison.

Par ailleurs, on s'est aperçu que les journalistes d'Europe N° 1 et de Luxembourg, qui parlent tant de leur mission d'information, sont en fait devenus des missionnaires de la non-violence, de la capitulation. Chaque journal parlé était introduit par de véritables sermons, utilisant la rhétorique ecclésiastique la plus classique (ainsi on s'est servi de l'assassinat de Robert Kennedy pour condamner la violence des révolutionnaires français...). Lorsque le gouvernement, le patronat et la C.G.T. ont entrepris leur campagne pour la reprise du travail, les postes périphériques et les journaux de tous bords ont fait chorus, acceptant les informations les plus incontrôlées qui émanaient des directions d'entreprises : quand cette direction convoquait son personnel à un vote, on se contentait de dire que le personnel allait voter, etc., etc.

Une crise semble avoir déchiré la rédaction de plusieurs journaux parlés et écrits, mais il est difficile d'avoir sur ce sujet des informations précises. Il y a eu la tentative amortie des journalistes de « Paris-Match » de constituer une société autonome de rédacteurs. Ceci explique sans doute le changement intervenu à la direction de cette revue, et le fait que la liste des rédacteurs n'apparait plus. On raconte également que les journalistes d'Europe N° 1 auraient voulu former un comité pour s'opposer à la mise à l'écart d'un journaliste, jugé trop indépendant par des annonceurs publicitaires ; En particulier certaines compagnies pétrolières auraient fait capituler les journalistes en menaçant d'une suspension de leurs commandes. On raconte que certains jours de trouble, Sylvain Floirat, président-directeur général, était présent en personne dans les studios pour surveiller les bulletins d'information.

De ces faits, nous avons conclu qu'aucun moyen d'information, fût-il « périphérique » n'échappait à l'autorité politique du gouvernement et de la bourgeoisie ; longtemps nous avions cru que les moyens d'information étaient des facteurs spécifiques et en quelque sorte autonomes grâce auxquels la bourgeoisie exerçait sa domination, et notamment dans le domaine de l'idéologie. Cette spécificité et cette autonomie, nous pensions qu'il fallait nous en servir pour « faire passer » un certain nombre de nos informations et de nos idées. Même après la trahison des postes périphériques nous avons continué d'accueillir les journalistes d'Europe N° 1 et de Luxembourg dans les manifestations et les facultés sans penser une seconde que nous favorisions ainsi la campagne de propagande exercée contre nous. Une des grandes leçons des luttes récentes, c'est qu'il ne faut pas compter sur les contradictions ni sur le libéralisme de la bourgeoisie. Cette dernière s'est révélée très organisée et unie. L'Etat bourgeois a tenu dans une seule main tous les moyens d'information massive. C'est donc que ceux-ci sont une arme capitale du pouvoir au même titre que les forces de l'ordre. Les moyens d'information n'entrent pas dans la catégorie des institutions de formation de la force de travail (université, etc.) ni dans celle des entreprises commerciales.

Les moyens d'information n'ont pas pour fonction première de diffuser une idéologie ni de vendre de l'information. Ils sont, dans une situation où la bourgeoisie affronte les masses, des outils d'intervention directe, permettant au pouvoir de passer par-dessus tous les appareils organisés de l'opposition, de diviser les masses, de les isoler, etc.

Dans une situation révolutionnaire, les moyens d'information massive sont des objectifs d'Etat, que l'on ne peut atteindre qu'au moment décisif et par la

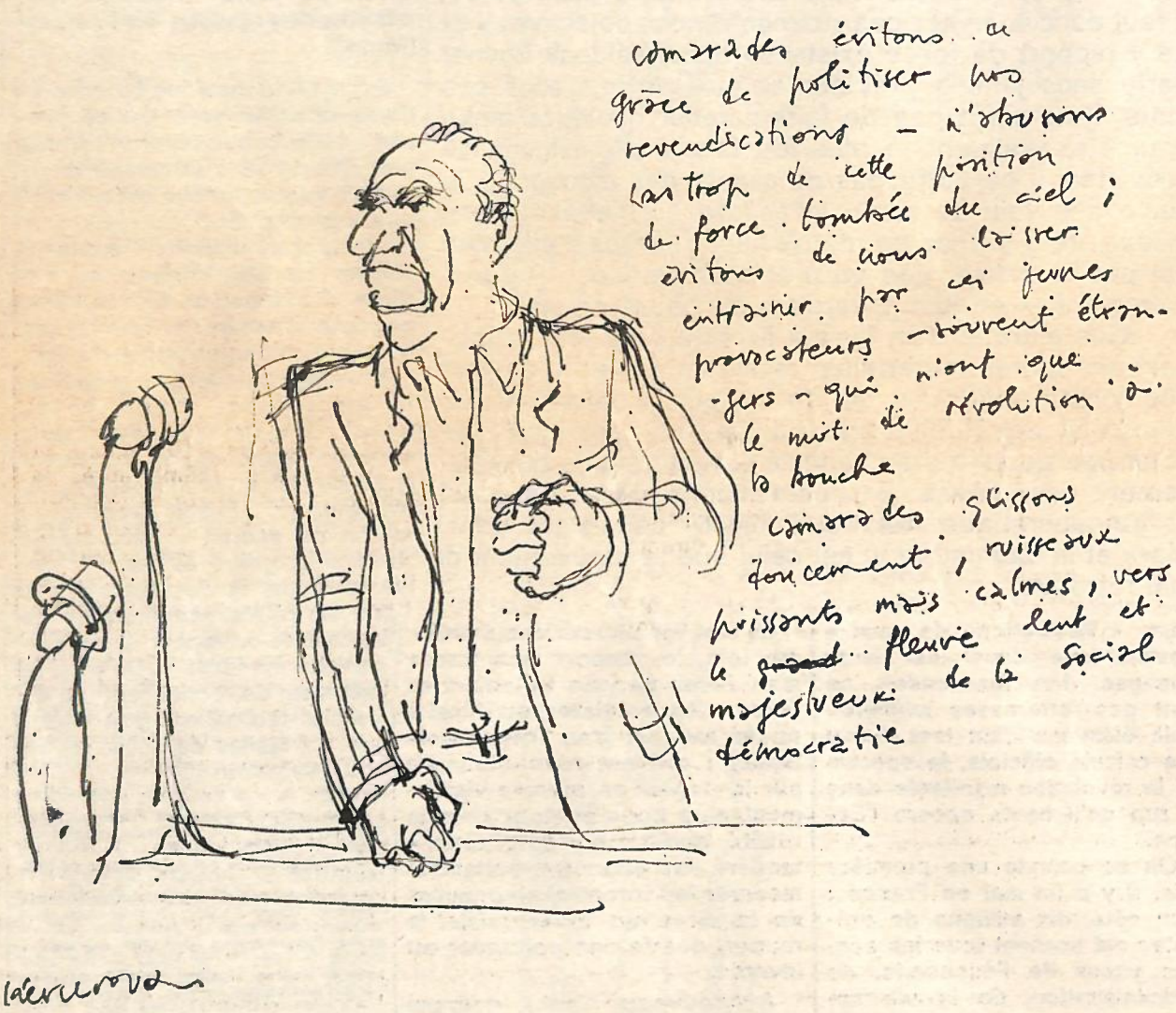
violence. A analyser la façon dont le pouvoir a utilisé les moyens d'information massive et surtout l'O.R.T.F., pour rétablir son autorité, nous découvrons combien nous avons été démunis. Les masses ont été complètement désarmées sur le plan de l'information. Du fait que les occupations d'usines étaient passives et que la plupart des ouvriers se trouvaient chez eux, à regarder la télévision et écouter la radio, ils ont pu être directement soumis à la propagande bourgeoise. Pourtant il est à signaler qu'un minimum d'agitation des masses suffit à annuler l'effet de cette propagande. Ainsi le discours de de Gaulle du 24 mai est tombé dans le vide du fait que ce jour-là l'attention des masses se trouvait concentrée vers la manifestation de la gare de Lyon. Au contraire le discours du 30 mai et la manifestation gaulliste qui s'en suivit ont eu un impact foudroyant du fait qu'aucune réaction au niveau des masses, ne s'est réellement fait sentir. A ce propos, il faut un peu mettre en question la croyance en l'efficacité des moyens d'information tels que les tracts, les petits journaux, et les affiches, même quand celles-ci sont élaborées démocratiquement comme aux Beaux-Arts.

Nous avons manifesté là une conception quelque peu dogmatique et en tous cas partielle de la masse. Nous avons cru que la masse c'était la population, là où elle travaille et dans les entreprises et les quartiers. Assurément l'organisation et l'information de la masse à ce niveau ont été des formes d'actions très importantes, extrêmement créatrices. Cependant le propre de la masse, c'est précisément d'être masse : ensemble social ayant des réactions, une conscience et une vie, qui dépassent le cadre quotidien, qui peuvent précisément briser ce cadre et emporter tout le système d'organisation parcellaire de la vie, et briser tout l'appareil de la répression, d'un seul coup, dans un mouvement de colère. Nous le savons bien puisque nous avons réussi des manifestations de masse. Mais nos méthodes d'information sont restées en grande partie groupusculaires. Nous n'avons pas trouvé le moyen d'information qui aurait pu combattre la propagande bourgeoise au niveau des masses. Cela aurait pu être, au moins, un quotidien national.

L'expérience parisienne d'*Action*, avec si peu de moyens, prouve que cette entreprise aurait pu être réalisable. Bien sûr cela n'aurait pas suffi. Il aurait fallu combattre également sur le plan des ondes.

Dans le domaine de la radio et de la télévision, les styles d'action autant réformistes que « révolutionnaires » ont été fortement entachés d'illusions. Il est important d'analyser le déroulement de la grève de l'O.R.T.F. L'assemblée générale du personnel de l'O.R.T.F. a voté la grève le 17 mai, mais en a laissé la direction entière à l'Intersyndicale. Celle-ci, composée de syndicats professionnels, organisés très hiérarchiquement et n'ayant entre eux que très peu d'intérêts communs, a défini une plateforme de revendications et une tactique de grève les moins radicales possible. La revendication essentielle (bien qu'elle ait été surtout essentielle pour les journalistes et les réalisateurs et peu à peu imposée — par une lente action politique et psychologique — aux autres catégories de personnel) a porté sur la réforme du statut. Le projet de statut défini par l'Intersyndicale cherchait à garantir l'indépendance du Service public doté des monopoles de diffusion et de production, ainsi que la participation du personnel à sa gestion. Pour atteindre ce but, l'Intersyndicale réclamait la constitution d'un Conseil d'administration où l'Etat n'aurait qu'un tiers de représentants, les deux autres tiers étant constitués par des représentants du personnel ainsi que des auditeurs et téléspectateurs. Elle réclamait également la suppression de la tutelle gouvernementale en matière d'information, la suppression de toute tutelle ministérielle surtout sur le plan financier, l'élaboration d'une loi définissant une charte de l'information réglant les rapports du Service public de radio et de télévision avec les forces politiques et sociales.

Le programme de l'Intersyndicale passait entièrement par une réforme de la loi et, du coup, était suspendu aux élections législatives — prétexte pour le gouvernement à ne pas négocier et prétexte pour les partis de gauche à exploiter cette situation. Par ailleurs, ce qui se cachait derrière la revendication de l'autonomie et de la participation du personnel à la gestion, c'était une conception très bourgeoise de l'information telle qu'elle est pratiquée dans un journal comme *Le Monde* : l'objectivité consiste seulement à citer ses sources et de façon exhaustive, mais le choix de l'information, la façon de les exprimer reviennent au journaliste qui serait investi d'une mission divine à l'information, ce qui le mettrait à l'abri de la critique politique considérée comme partisane, donc non objective.



La tactique suivie par l'Intersyndicale fut à l'image du programme. Elle resta revendicative, légale et soucieuse de la fameuse mission d'information. Pendant quelques temps, les journalistes de France-Inter imposèrent un journal objectif contre leur propre direction — ce qui, dans la conjoncture n'a pas été entièrement vain, dans la mesure où il y avait le germe d'une tactique offensive tout à fait différente de la grève revendicative. Mais bientôt, ils durent abandonner. L'Intersyndicale se soumettant à la loi, ne s'opposa pas aux deux bulletins radiodiffusés et au bulletin télévisé quotidien.

Certes ces bulletins étaient assurés par des journalistes jaunes, mais les techniciens qui avaient la charge de l'antenne ne reçurent de l'Intersyndicale aucun ordre de résistance. Contrairement à ce que l'on croit, les techniciens de l'armée n'ont pas remplacé les techniciens de l'O.R.T.F. à l'antenne de la Tour Eiffel ; ils ont seulement pris en charge quelques centres de retransmission en province. A aucun moment l'Intersyndicale n'a envisagé une grève active, visant par exemple à prendre en charge l'information du public par d'autres canaux que l'antenne. Les meetings de propagande organisés par l'Intersyndicale, malgré leur immense succès qui indiquait l'attente des masses, n'ont parlé que de la grève elle-même et n'ont pas été utilisés comme lieux d'information. L'opération Jéricho est restée protestataire, dénuée de perspective politique : on y a vu les journalistes du *Figaro* défiler à côté des étudiants...

Il faut cependant ajouter que du côté du mouvement étudiant, les idées concernant l'O.R.T.F. furent souvent confuses : ignorance des obligations de la loi, désir inconsistant de recourir à l'action directe (comme si quoi que ce soit avait été en mesure de faire sauter l'antenne de la Tour Eiffel...). Depuis le Quartier Latin on considérait un peu l'O.

R.T.F. comme une Faculté dont on se demandait pourquoi elle n'était pas prise. Dans cette ambiance fut décidée et annoncée publiquement la grande manifestation en direction de la rue Cognacq-Jay. Cette manifestation fut annulée sans explication. Il est certain que les forces de police prévenues n'auraient pas fait de quartier. Cependant il faut rappeler que le 7 mai 50 000 manifestants étaient passés, sans le remarquer, à quelques mètres de la rue Cognacq-Jay qui, ce jour-là, n'était pas gardée par la police. Un investissement spectaculaire, même de courte durée, aurait été parfaitement possible.

La grève de l'O.R.T.F. confirme ce que nous avons appris par ailleurs : les moyens d'information massive sont des objectifs d'Etat dont seule une révolution peut s'emparer. La revendication légale ne paie pas. La revendication de l'objectivité est en retrait sur les aspirations des masses. Mais elle nous a appris quelque chose de plus : l'Etat bourgeois ne peut même plus se permettre l'objectivité de l'information. Nous pensions que dans un pays développé comme la France, dirigé par une bourgeoisie animée d'une volonté de faire face à la concurrence américaine, il naîtrait un style d'information sensationnel et ultra-libéral comme aux Etats-Unis. Cela n'a pas été le cas. En matière d'information, comme dans les autres domaines, l'Etat et la bourgeoisie français ont renforcé leur tendance à l'autoritarisme. Effectivement, ce qui actuellement rappelle le plus le fascisme ou le pétainisme, c'est bien cette information qui pue le mensonge, la propagande, le béni-oui-ouisme, l'appel à la répression.

La position ultra-réactionnaire de l'Etat et de la bourgeoisie française en matière d'information — comme sur le plan de l'Université — montre qu'ils sont beaucoup plus faibles que nous l'imaginons. Sur ce plan, les problèmes ne sont absolument pas réglés. Les masses continuent à subir l'information bourgeoise, mais en même temps le malaise s'accroît : au fond, le moindre lecteur, auditeur et téléspectateur ne croit pas ce qu'on lui dit. Il se borne à passer le temps. Il est disponible pour une information révolutionnaire des masses. Mais nous savons aujourd'hui que celle-ci ne peut être réalisée par le moyen de luttes revendicatives pour l'objectivité à l'intérieur des moyens d'information massive actuels. Deux voies seulement s'offrent à nous : la guérilla de l'intérieur menée par des journalistes pour faire passer une information en clandestinité, et le lancement de moyens d'information massive parallèles.

STRATÉGIE DE LA RÉVOLUTION

En mai, seul l'espoir a été gagné. Pourquoi ?

Est gauchiste celui qui, sous estimant la force de l'adversaire, se lance dans une aventure désespérée. Il faut donc analyser ces « circonstances objectives » et ce « rapport de force existant » dont Waldeck Rochet parle sans jamais préciser ce qu'il entend sous ces mots. Il ne suffit pas de faire parader quelques tanks pour être vraiment le plus fort face à dix millions de grévistes. Il ne suffit pas de gagner des élections : la perte des voix de toute la gauche est l'**effet** de son incapacité à diriger un mouvement de masse, elle n'en est pas la **cause.** Les voix se sont perdues — provisoirement — en juin. L'espoir a été gagné en mai.

Ces extraits d'un livre à paraître précisent le rapport des forces matérielles révélé en mai et le rapport des forces politiques qui l'a masqué. Confondant les deux, Waldeck Rochet prétend dissimuler que c'est bien l'Etat bourgeois qui a chancelé devant la force du mouvement des grèves. La destruction de l'Etat répressif et bureaucratique, tel est l'objectif qu'avaient défini Marx et la Commune, c'est celui que le mouvement de mai retrouve.

La « Révolution de mai » n'existe que dans les livres d'images. Les barricades ne sont pas forteresses militaires mais éléments d'un test. Exclu des calculs officiels, le spectre de la révolution manifeste dans la rue qu'il hante encore l'Europe.

On se compte une première fois. Il y a fin mai en France : d'un côté, dix millions de grévistes qui tiennent tous les centres vitaux de l'économie, de l'administration, de la vie sociale, politique et culturelle ; de l'autre, deux cent mille hommes des forces de l'ordre et quelques réseaux civils (1). Le test provoque la crise.

La gravité d'une crise politique apparaît lorsque les principaux acteurs doivent régler leur conduite en l'horizon d'un affrontement imminent où « la lutte consiste à sonder les forces morales et physiques au moyen de ces dernières » (Clausewitz). Face à cette virtualité brutale, chacun dévoile sa stratégie profonde, qu'elle soit d'esquive ou de lutte. L'affrontement possible devient la pierre de touche des intentions de chaque acteur « l'engagement est l'unique activité efficace... même quand il n'a pas lieu réellement » (2).

Le test fonctionne une deuxième fois, le rapport des forces matérielles penche tellement en faveur des grévistes qu'il met à nu le rapport des forces politiques : qui est révolutionnaire sur le papier se montre visiblement plus conservateur dans la réalité que tout « réformiste » modéré, les actes permettent de mesurer les intentions véritables de la direction communiste, le rapport des forces politiques est inversé.

A nouveau test, nouveau compte. Le mouvement des grèves a mis le gouvernement à la portée de l'opposition, elle répondit par un refus : les électeurs ratifient sa propre sentence. Ils ont voté sur la question posée en mai — les partis d'opposition furent incapables de la formuler et de la résoudre — la question de l'Etat.

Il y a quelque logique à conclure « l'Etat existant plutôt que rien ». Mais quel est ce rien, dix millions de grévistes et la situation révolutionnaire qu'ils révèlent ou bien l'opposition parlementaire qui la cache ?

L'ETAT EN JEU

Mai fut le mois de Diogène, chacun fit grève dans son tonneau. Les syndicats demandèrent à l'Etat et aux patrons « que feriez-vous sans nous ? », ils retinrent la question suivante : « qu'allons-nous faire sans eux ? ». L'Etat réduit à son chef esquissa à son tour un mouvement de grève : « que feriez-vous sans moi ? ».

La réponse suppose que les grévistes passent du blocage du pouvoir à l'exercice du pouvoir — elle fut esquissée (à Nantes) mais soigneusement refoulée par les organisations « représentatives » de la classe ouvrière. Solution classique : « la prochaine tentative de la révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la détruire. C'est la condition première de toute révolution véritablement populaire en France » (Marx).

En mai, la machine bureaucratique était bloquée par sa propre auto-contestation, l'armée peu préparée à intervenir, il ne restait que la police, affaiblie et quelque peu démoralisée.

L'appareil militaire, fortement allégé depuis l'armée pléthorique de Napoléon III, n'est pas capable d'assurer la répression. Il ne saurait se substituer à l'activité économique des grévistes, ni les ramener un par un au travail. Engels, qui devait tenir compte d'une armée autrement réactionnaire et puissante, la prussienne, faisait remarquer qu'on ne saurait « débarrasser le monde, grâce au jeu des canons Krupp et des fusils Mauser, des effets économiques de la machine à vapeur et du machinisme moderne ». De plus, la présence du contingent et de certains techniciens peu disposés aux tâches de police freine cette utilisation (3).

---

(1) Le journal anglais The Observer, qu'on ne peut suspecter de penchants extrémistes, en fait le relevé (2 juin 1968).

— Police contrôlée par le Ministère de l'Intérieur 83 000 hommes dont 13 500 C.R.S.

— Gendarmerie nationale dépendant du ministère des Forces Armées, 61 000 hommes, dont la plupart sont fixés en province et indéplaçables. Comprenant en particulier une section spéciale (« rouge ») de 16 000 hommes avec tanks et voitures blindées. En plus, appelées par le Gouvernement fin mai, 7 000 réservistes.

— L'Armée : 168 000 hommes, dont 120 000 au contingent peu disposés au coup de force.

(2) De la Guerre. Ce champ clos où tout projet peut être cité devant le tribunal de l'épreuve de force, la théorie des jeux stratégiques le définit comme une matrice qui s'impose à tous, quelles que soient les rêveries de chacun.

(3) Dans une situation autrement difficile, en 1876, Engels poursuit : « l'armée est devenue le but principal de l'Etat, elle est devenue un but en soi, les peuples ne sont plus là que pour fournir des soldats et les nourrir. Le militarisme domine et dévore l'Europe. Mais le militarisme porte aussi en lui le germe de sa propre ruine. La concurrence des divers Etats entre eux les oblige... à familiariser le peuple tout entier avec le maniement des armes, donc à le rendre capable de faire à un moment donné triompher sa volonté en face du commandement militaire. Et ce moment vient dès que la masse du peuple — ouvriers de la ville et des champs et paysans — a une volonté.

A ce point l'armée dynastique se convertit en armée populaire, la machine refuse le service, le militarisme périt de la dialectique de son propre développement. Ce que la démocratie bourgeoise de 1848 n'a pu réaliser précisément parce qu'elle était bourgeoise et non prolétarienne — l'acte de donner aux masses laborieuses une volonté dont le contenu correspondit à leur situation de classe — le socialisme y parviendra infailliblement. Et cela signifie l'éclatement par l'intérieur du militarisme et avec lui, de toutes les armées permanentes » (Anti-Dühring) ce que le parlementarisme de 1968 n'a pu réaliser est « infailliblement » à la portée d'un mouvement révolutionnaire.

La bureaucratie d'Etat commence à éclater de l'intérieur, offrant le joyeux spectacle d'un ministre dont les communications avec les départements sont coupées par ses propres services de transmission en grève. La distinction entre les organes répressifs et parasitaires de l'Etat et ses fonctions légitimes se fait alors aisée, les employés de l'Etat peuvent devenir les employés de la société (4).

LE MODELE DE LA COMMUNE

Toute politique révolutionnaire présente deux visages ; si on les sépare, l'un apparaît « dirigiste » (dictature jacobine, dictature du prolétariat), l'autre « anarchiste » (destruction de l'Etat comme excroissance parasitaire « dépérissement de l'Etat »). Ce ne sont pas là deux étapes successives, la dictature du prolétariat ne précède pas la démocratie révolutionnaire et socialiste, ces deux tâches sont distinctes mais contemporaines. Une révolution doit se défendre (souvent contre des armées étrangères) d'où la dictature exercée sur l'ennemi. Une révolution doit exister et comme telle « développer la démocratie jusqu'au bout », non en remplaçant la machine d'Etat par une autre hiérarchie (de Parti) mais en instaurant l'éligibilité et la révocabilité des responsables à tous les niveaux :

« C'est un fait bien connu que les sociétés, comme les individus, en matière d'affaires véritables, savent généralement mettre chacun à sa place et, si elles font une fois une erreur, elles savent la redresser promptement. Rien ne pouvait être plus étranger à l'esprit de la Commune que de remplacer le suffrage universel par une investiture hiérarchique » (5).

Les « paroles oubliées » de Marx reviennent sur toutes les lèvres en mai, il les avait cueillies sur celles expirantes de la Commune, l'inspiration retourne à sa terre natale. Lénine les avait reprises mot pour mot juste avant octobre 1917 : « du moment que c'est la majorité du peuple qui mate elle-même ses oppresseurs il n'est plus besoin d'un « pouvoir spécial » de répression. C'est en ce sens que l'Etat commence à s'éteindre ». S'il dut plus tard abandonner « la démocratie jusqu'au bout », renforcer l'Etat et la bureaucratie, il le fit dans une Russie dévastée, avec 30 millions de morts provoquées par le blocus, la guerre étrangère et civile — en outre parfaitement conscient du danger « féodal » qui menaçait. Les principes de gouvernement tirés de la Commune de Paris sont beaucoup plus « modernes » et actuels que le modèle d'Etat présenté par l'U.R.S.S.

Au mois de mai la « dictature du prolétariat » n'avait à s'exercer que sur les briseurs de grève, une partie de la police, quelques commandos privés et peut-être une petite fraction de l'armée. Seule l'autre tâche fit reculer la révolution, aucun des partis prétendus démocratiques ou révolutionnaire n'accepta « d'éteindre l'Etat » grâce à l'éligibilité et à la révocabilité des dirigeants, aucun ne choisit d'affronter le suffrage universel permanent à tous les niveaux. Sous prétexte de discuter d'un programme de gouvernement ils remirent l'Etat bourgeois au programme et privèrent les grévistes du gouvernement.

Loin de « développer la démocratie jusqu'au bout » l'élection parlementaire ne fut, en ces circonstances, qu'un moyen de « remplacer le suffrage universel par une investiture hiérarchique ».

Dans une France économiquement mûre pour la révolution socialiste, qui n'est menacée militairement d'aucune agression extérieure, les tâches de la « dictature » du prolétariat sont beaucoup moins grandes que

(4) « La Commune de Paris devait, bien entendu, servir de modèle à tous les grands centres industriels de France. Le régime de la Commune une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait, dans les provinces aussi, fait faire place au gouvernement des producteurs par eux-mêmes...

L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la constitution communale ; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'Etat qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais voulait être indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire. Tandis qu'il importait d'amputer les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, ses fonctions légitimes devaient être arrachées à une autorité qui revendiquait une prééminence au-dessus de la société elle-même, et rendues aux serviteurs responsables de la société.

Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait « représenter » et fouler aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes, comme le suffrage individuel sert à tout autre employeur en quête d'ouvriers, de contrôleurs, de comptables pour son affaire. » (K. Marx, La Guerre Civile en France.)

(5) Marx : La Guerre Civile en France. De même Lénine : « le premier acte par lequel l'Etat apparait réellement comme représentant de toute la société — la prise de possession des moyens de production au nom de la société — est en même temps son dernier acte propre en tant qu'Etat. L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans les rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses, à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas « aboli », il s'éteint ». L'Etat et la Révolution.

celles de l'extension de la « démocratie jusqu'au bout ». Or le dépérissement de l'Etat implique le dépérissement des Partis. Etats dans l'Etat, se considérant chacun comme le futur Etat, en défendant l'Etat bourgeois ils luttent pour leur propre survie.

La société bourgeoise chaque jour naît et ressuscite du silence des peuples. Au-dessus des vœux et des revendications, elle fait placer les « exigences de l'économie » et la loi des investissements. Au-dessus du conflit des exigences et des intérêts privés elle instaure ses monopoles et son Etat : « De tout temps la stabilité du pouvoir a signifié Moïse et les prophètes, pour le marché de l'argent et les prêtres de ce marché ». Plus haut encore, s'il le faut, la force qui sauve l'Ordre, même si « le glaive qui doit la protéger est fatalement aussi une épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête « (Marx). Aujourd'hui l'épée est trop molle pour faire régner le silence, c'est le silence des partis soi-disant révolutionnaires qui la fait régner.

LES CRANS D'ARRET

L'enjeu est la révolution. Qu'elle se fasse ou non, toutes les forces organisées agissent en fonction de cette possibilité devenue par le mouvement de mai l'horizon de notre vie politique. Dans les périodes calmes — qui sont pour la classe ouvrière des époques défensives où le maintien et le renforcement des avantages acquis est l'objectif de l'heure — les partis paraissent se distinguer par leurs programmes essentiellement électoraux, l'un est « plus à gauche » que l'autre, plus « ouvrier » que l'autre.

Une crise profonde modifie les poids et les mesures, les partis ne se définissent plus simplement les uns par les autres, leur place dans un parlement ne suffit plus à les caractériser, leur position devant la révolution les juge. La concurrence des petits boutiquiers cesse, les forces de la droite devenant consciemment contre-révolutionnaires ne choisissent plus leur ennemi en se demandant « est-il de gauche ou non ? », mais elles s'interrogent : « freine-t-il la révolution qui monte, ou bien, volontairement ou pas, l'accélère-t-il ? » Réciproquement, les forces opposées se comptent à nouveau, il n'y eut jamais de parti révolutionnaire qui ne subisse crise intérieure ou scission lorsqu'une révolution introduit l'urgence de ses questions ; toute l'autorité intellectuelle de Lénine ne suffit pas à épargner ces déchirements à la direction du parti bolchevik (en mars et en octobre 1917).

L'opération électorale-parlementaire de juin n'a pas fait s'évanouir la situation profondément révolutionnaire révélée en mai. Elle montra par contre la résistance du cran d'arrêt qui bloque le développement de la révolution en France. Dix millions de grévistes ne reprennent pas le travail à cause des deux cent mille hommes des forces de l'ordre. Il n'y eut pas de changement de régime : le développement du mouvement révolutionnaire fut freiné — de l'intérieur. Les directions politique (P.C.F.) et syndicale (C.G.T.) qui prétendent au monopole de la direction révolutionnaire en France furent seules capables de remettre l'économie capitaliste en marche et les élections à l'affiche.

Désormais tous les groupes politiques se demandent combien de temps ce blocage pourra tenir. Les forces contre-révolutionnaires aussi bien que les révolutionnaires calculent leur action en fonction de la solidité du cran d'arrêt. Si elle est suffisante, l'équilibre actuel est stable et la France pourra retrouver la crise universitaire, l'inflation, le chômage sans très grands risques de bouleversements. Sinon, l'heure de l'affrontement se rapproche et les deux adversaires fourbiront leurs armes très extra-parlementaires.

La direction communiste verrouille d'une part une situation nationale, d'autre part une situation internationale. L'équilibre des forces de juin — qui n'est pas résultat des élections puisque les élections parlementaires en furent le résultat — est produit par deux freinages, l'un et l'autre développant une contradiction parfaitement explosive : l'ordre règne au sommet de volcans dont le sommeil n'est pas garanti.

LE FREIN INTERIEUR : LA BUREAUCRATIE

Révolutionnaire en paroles, parlementariste en acte, le parti communiste français ressemble comme un frère au parti social démocrate allemand d'avant 1914.

D'avoir participé à distance au destin soviétique et directement à la résistance française donne une coloration plus violente aux actions des dirigeants et aux réactions des dirigés, mais la relation demeure pour l'essentiel bureaucratique. Après des dizaines d'années de régime parlementaire, les « révolutionnaires professionnels » deviennent des fonctionnaires. Lénine, parlant des marxistes allemands remarquait que le mécanisme est presque fatal : « Nous « ne nous passons pas de fonc- « tionnaires en régime capita- « liste, sous la domination de « la bourgeoisie. Le prolétariat « est opprimé, les masses la- « borieuses sont asservies par « le capitalisme. En régime ca- « pitaliste, la démocratie est ré- « trécie, comprimée, tronquée, « mutilée par cette ambiance « que créent l'esclavage sala- « rié, le besoin et la misère « des masses. C'est pour cette « raison et seulement pour « cette raison, que dans nos « organisations politiques et « syndicales les fonctionnaires « sont corrompus (ou plus « exactement ont tendance à « l'être) par l'ambiance capita- « liste, et manifestent une ten- « dance à se transformer en « bureaucrates, c'est-à-dire en « personnages privilégiés, cou- « pés des masses et placés au- « dessus d'elles.

« Là est l'essence du bureau- « cratisme. Et tant que les « capitalistes n'auront pas été « expropriés, tant que la bour- « geoisie n'aura pas été ren- « versée, une certaine « bu- « reaucratisation » des fonc- « tionnaires du prolétariat eux- « mêmes est inévitable. »

(L'Etat et la Révolution)

Au mois de mai, le Parti communiste est la seule institution où les fonctionnaires ne contestent pas explicitement la hiérarchie. Lorsqu'il rêve au pouvoir, il imagine que par une simple règle de succession parlementaire il commandera et gouvernera « avec la vieille machine d'Etat », il croit défendre son futur héritage en interdisant qu'aujourd'hui la contestation ne l'ébrèche. Il partage peut-être en cela la naïveté bureaucratique des socialistes allemands qui rompirent, à la quasi-unanimité, leurs engagements internationalistes, non moins unanimes, et acceptèrent la mise en marche des quatre années de tuerie mondiale : en 1914, ils ne votent pas contre la guerre, parce qu'ils veulent rester légaux et ne pas courir de risques, eux, les fonctionnaires actuels du socialisme futur. Lénine reproche au plus intelligent des chefs marxistes allemands, Kautsky, d'avoir «oublié» que le passage du capitalisme au socialisme s'effectuait par une révolution, donc par la destruction de l'Etat répressif bourgeois. Chaque fois que le marxisme se dégrade en religion de bureaucrates, l'erreur se répète : les fonctionnaires de la révolution métamorphosent la révolution en permutation de fonctionnaires.

Une contradiction pourtant travaille ce type de Parti qui nourrit sa tranquillité parlementaire du grand nombre de voix qu'il obtient, et qui n'obtient ces suffrages qu'en se proclamant révolutionnaire. La contradiction reste sourde tant que l'urgence d'une situation révolutionnaire ne la fait pas apparaître, elle devient déchirante et déchire effectivement ce parti quand les circonstances rendent le double jeu intenable. Malgré toutes ses « faillites honteuses » constate Lénine, le parti allemand a su révéler, après 1914, des cadres révolutionnaires qui échappaient « à l'opportunisme et au manque de caractère » de leurs anciens chefs. Le parti communiste n'est une garantie de tranquillité parlementaire qu'en période de tranquillité sociale.

La contradiction est supportable pendant des dizaines d'années à condition que tout reste immobile. Un mouvement révolutionnaire l'aiguise et risque de la faire exploser. Des millions de grévistes ont découvert en mai l'utilité de l'activité syndicale et politique qu'ils négligeaient auparavant. D'où une concurrence entre syndicats (C.F.D.T. et C.G.T.) et même entre partis (P.C.F. - P.S.U), chacun voulant se montrer un peu plus révolutionnaire que l'autre pour recueillir adhérents et suffrages. L'effet du pluralisme syndical et politique s'inverse : en période calme il tend à ramener l'action à son plus petit dénominateur commun, en crise il la fait escalader. Le Parti est alors prisonnier d'exigences de sens inverse.

L'équilibre que maintient le Parti en face d'une situation révolutionnaire l'installe à son tour au cœur de trois grandes contradictions : autour de lui, des organisations tentent de le doubler à gauche ; en lui, des cadres risquent de tourner la direction dans les deux sens ; en face de lui, le parti de l'ordre peut se préparer à réduire un parti communiste qui, pour figer le « désordre », n'en est pas moins lui-même le désordre figé : un abcès de fixation vaut mieux qu'une infection généralisée mais demeure un abcès.

Si la seule garantie qu'offre le parti communiste à la bourgeoisie française était sa bureaucratisation, l'équilibre serait beaucoup plus fragile qu'il n'apparait actuellement. Le Parti n'est pas seulement un frein par l'impuissance théorique et pratique propre aux fonctionnaires de la révolution, il l'est pour une raison positive, sa ligne politique générale double la garantie.

LE FREIN INTERNATIONAL

En plein jour, sans aucun secret, la France a commencé à élaborer une seconde force de frappe, qui promet d'être prête bien avant la première. De portée mondiale (« tous azimuts ») la Révolution française une fois lancée ne suscitera pas de contre-frappe, aucune puissance étrangère n'ayant le moyen de faire militairement régner l'ordre à Paris.

Si la contagion qui se répand entre les facultés et les usines triomphe, elle ne restera pas limitée à l'hexagone. Les luttes ouvrières et étudiantes, les crises des régimes parlementaires ou présidentiels ne sont pas privilèges exclusifs de la France et les matières inflammables existent presque partout. Une révolution à Paris entrainerait à

échéance rapide des réactions en chaine tant en Europe occidentale (Rome, Athènes, Madrid, etc.) qu'en Europe orientale (Varsovie, etc.). Un modèle socialiste développant jusqu'au bout la démocratie introduit dans tous les pays industrialisés une vie politique qui ne se limite plus à faire permuter des personnages à la tête de l'Etat. La multiplication des têtes politiques par le dépérissement de l'Etat et la démocratie à tous les niveaux offre un modèle contagieux que les facultés déjà révoltées dans le monde entier se chargent de répandre, les classes ouvrières de comprendre et d'appliquer. Une révolution socialiste en France déclenche, de proche en proche, la tempête.

Les puissances gardiennes et bénéficiaires de l'équilibre mondial ont pressenti le danger, leur réponse, pour être efficace, doit être anticipée. Les Etats-Unis ne peuvent venir rétablir par la force l'ordre en France sous peine de s'enliser dans un nouveau Vietnam, mais ils aident sagement le gouvernement français sans profiter de la situation pour se venger d'un peu amical ami. L'Union soviétique est tout aussi directement visée, si les étudiants des démocraties populaires suivent l'exemple parisien, leurs émeutes ne resteront pas purement *étudiantes*, une révolution populaire en France en promet d'autres dans la plupart des pays d'Europe de l'Est et menace de se propager en Russie même. L'inquiétude suscitée chez les dirigeants soviétiques par les réformes en Tchécoslovaquie donne un avant-goût des angoisses que crée une possibilité de révolution en France.

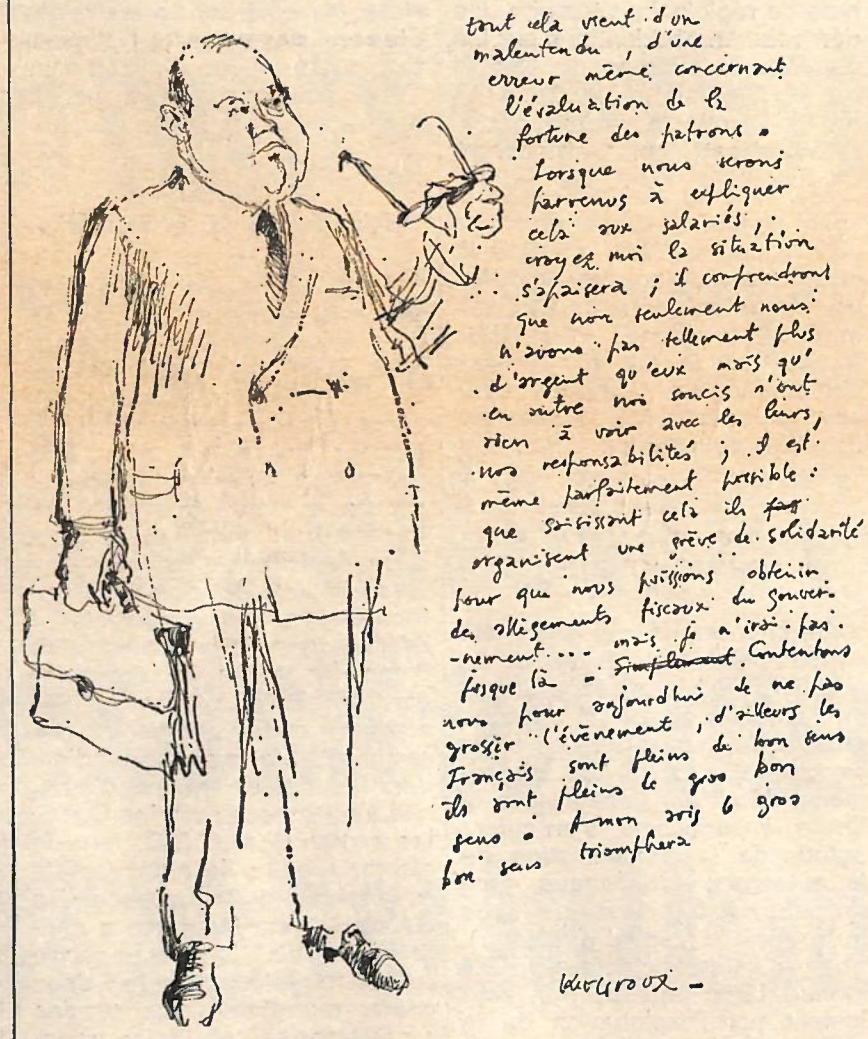
L'ordre qui règne à Moscou, à Varsovie, à Berlin doit être défendu à Paris, la direction du Parti communiste français s'en est faite le gardien. Nous sommes en train de payer, fort cher, la « socialisation » forcée et policière de l'Europe centrale. De Gaulle voyageant en Roumanie ne négligeait nullement les affaires intérieures françaises, qualifiant l'U.R.S.S. comme « pilier essentiel » de l'Europe, il signifiait que la direction communiste est devenue un pilier essentiel de l'ordre bourgeois : à « l'internationalisme prolétarien » elle substitue l'équilibre européen, elle remplace la défense du « camp socialiste » contre une agression militaire extérieure par la défense de la direction soviétique contre tout mouvement populaire à l'intérieur. Les Etats d'Europe de l'Est et de l'Ouest ont le même ennemi : une révolution en Occident.

ET SI TOUTE L'EUROPE CHANTAIT L'INTERNATIONALE ?

La France étant la clef des deux ordres qui se partagent l'Europe, ils tentent ensemble d'empêcher la clef de tourner. Juin fut un petit partage du monde, à la bourgeoisie la propriété conservée de l'Etat, au Parti la propriété des masses ouvrières rentrées dans les usines. Les défis électoraux visant le « totalitarisme » ou le « pouvoir des monopoles » ont l'avantage d'assurer à chacun des deux propriétaires le droit d'user et d'abuser de leurs chasses gardées respectives. La condamnation « théorique » du gauchisme d'un côté, l'interdiction policière des « groupuscules » étudiants et ouvriers de l'autre, montrent la solidarité des deux puissances confrontées au même danger révolutionnaire (6).

« Le Russe a commencé, l'Allemand, le Français, l'Anglais achèveront et le socialisme triomphera », proclamait Lénine en 1918. Le temps écoulé depuis n'a pas suffi à modifier radicalement la situation. Ce n'est pas l'U.R.S.S. qui risque « d'exploiter » une révolution socialiste en France, c'est une révolution à Paris qui promet de se propager vers l'Est. De Gaulle croit pouvoir compter sur cette puissance d'ordre qu'est (re) devenue Moscou pour faire de la direction du P.C.F. et de la C.G.T. les gendarmes du mouvement ouvrier français.

La direction communiste n'a pas seulement retenu le mouvement sur sa pente révolutionnaire par le freinage prudent et lâche caractéristique de toute bureaucratie satisfaite. Elle a considéré, certes, que le dépérissement de l'Etat impliquait son propre dépérissement, que sa hiérarchie ne dominerait pas le bouillonnement démocratique d'une France révolutionnaire et socialiste, qu'une partie importante de ses « responsables » serait rapidement dépassée par les cadres nouveaux qui surgissent de tout mouvement authentique. Mais elle a un motif beaucoup plus fort encore, elle élève un barrage contre tout développement révolutionnaire du mouvement de mai, plus qu'en son nom propre, c'est au nom de la direction tout entière du « camp socialiste » (U.R.S.S. plus démocraties populaires) qu'elle le fait : l'équilibre de juin en France est la clef de voûte de la stabilité des deux ordres qui se partagent l'Europe, le cran d'arrêt est international.



L'ANNIVERSAIRE DU MANIFESTE COMMUNISTE

Etrangement, la révolution en Europe occidentale est à nouveau coincée entre l'ordre venu de l'Est et l'ordre venu de l'Ouest, l'un soutenant l'autre. La situation que Marx analysait en 1850 semble se reproduire, en ce temps la Russie tsariste et l'Angleterre, pays capitaliste le plus avancé (aujourd'hui les Etats-Unis) gendarmaient ensemble le continent.

Cependant, l'équilibre d'une Europe de l'ordre est beaucoup plus fragile aujourd'hui qu'il y a un siècle. Physiquement, la Russie ne peut plus intervenir militairement contre les révolutions d'Europe occidentale. Intellectuellement, il est impossible à terme de fonder le maintien de l'ordre bourgeois sur des organisations qui recrutent leurs adhérents à partir d'une idéologie révolutionnaire — elles se décomposeront alors très rapidement. Etudiants, jeunes travailleurs, voire jeunes cadres pourrissent cet équilibre précaire et il est doublement difficile de cacher aux bourgeois qu'on frappe leurs enfants (étudiants) pour sauver Moscou, et aux ouvriers, qu'on réprime les jeunes travailleurs pour défendre le capitalisme.

Toute l'Europe pèse sur la France pour maintenir l'indécision actuelle, mais les luttes ouvrières et la crise universitaire n'ont pas disparu pour autant. Le pouvoir continue à redouter la révolution, P.C.F. et C.G.T. en incarnent encore, à leur corps défendant, la possibilité. Répression et Révolution suivent une logique d'ascension aux extrêmes, ou bien le pouvoir cède ou bien il fait céder. Un mouvement révolutionnaire ne peut être définitivement stoppé que par un Etat de plus en plus policier.

Chaque crise fait douter de la solidité du cran d'arrêt, obligeant le Parti communiste français à choisir son camp. Aucune n'exclut qu'il ne s'honore — au prix d'un éclatement interne — du singulier prestige d'être le premier parti communiste légal dans un état fasciste. On saura alors que les cosaques font, par C.R.S. interposés, régner l'ordre au Quartier Latin pour protéger le Kremlin, tandis que le syndicat police les usines en faisant respecter l'ordre occidental.

Le nœud gordien qui enserre l'Europe explique le blocage du mouvement de Mai.

Les contradictions ne coexistent que dans le calme et ne se supportent que dans le silence. En proie à leurs problèmes propres, les Etats-Unis et l'Union soviétique ne peuvent apporter qu'un soutien moral indirect aux forces dont l'alliance n'exclut ni méfiance ni concurrence. L'agitation et la contestation développées depuis mai rendent ces contradictions incandescentes et peuvent tendre l'équilibre jusqu'à son point de rupture.

---

(6) L'historien de l'avenir examinera si le marchandage eut lieu en termes clairs (cas très fortement probable) ou simplement voilés : le parti communiste donna la reprise dans les usines, le Gouvernement accorda l'interdiction des « groupuscules » révolutionnaires. Dès le début mai, les dirigeants de la C.G.T s'étaient proclamés d'accord avec les accusations de « M. le Premier ministre » quand G. Pompidou déclara que l'agitation dans les facultés relevait d'un complot à vastes ramifications internationales. Lesquelles ? L'or de Moscou étant hors de cause, on hésite entre l'or de Pékin (qui provoque nettement la « révolution culturelle » en Faculté de Médecine), l'or de Washington (la C.I.A. ayant eu l'idée d'élever des barricades pour sauver le dollar), l'or anglais (c'est une tradition) ou l'or de l'université libre de Berlin. Si ces remarquables constructions tombent à l'eau, il restera l'or du Rhin, cher à Wagner. La révolution demeure, pour toute force de l'ordre, une puissance incompréhensible et étrange, donc « étrangère ».

GAULLISME ET FASCISME

Les armes de la bourgeoisie sous De Gaulle

La violence de la répression contre les étudiants a fait réapparaître un thème politique qui, depuis 1962, avait été mis en sommeil : celui de la fascisation du gaullisme. Le caractère policier du régime s'était, en effet, à partir de 1962 estompé. Au cours de l'hiver 1961-1962, prise entre la montée du mouvement des masses et le terrorisme O.A.S., la Ve République n'avait dû sa survie qu'à la fidélité de sa police. Depuis, celle-ci avait été mise en sommeil, à tel point que par le jeu du ralentissement du recrutement et des mises à la retraite anticipées, plusieurs unités de gendarmerie mobile ont été, au cours de l'année 1967, dissoutes.

La crise de Mai a rendu au gaullisme un visage que l'on commençait à oublier. La rue Gay-Lussac a montré que le discours de Pnom-Penh ne peut cacher Charonne. La crise a révélé l'étendue des pouvoirs accordés par la Constitution de 1958 à l'exécutif dont le moindre n'est pas l'irresponsabilité du véritable chef du gouvernement : le président de la République.

Il est cependant nécessaire de bien analyser le contenu du régime, tel que l'a révélé le déroulement de l'épreuve de force en mai-juin ; quel que soit son pouvoir mobilisateur, le slogan C.R.S.-S.S. n'épargne pas la réflexion. Saisir ce qui distingue le gaullisme du fascisme, ce n'est pas seulement se donner la satisfaction d'une analyse précise, c'est aussi se donner les moyens d'une stratégie efficace.

LE PHENOMENE FASCISTE

Jusqu'aux années 1920, la démocratie représentative de préférence parlementaire, est apparue comme la forme politique liée au système bourgeois. Les régimes autoritaires étaient le plus souvent considérés comme des survivances de formes politiques pré-bourgeoises. L'empire allemand, fondé sur l'alliance de la bourgeoisie industrielle de la Ruhr et des grands propriétaires féodaux prussiens peut fournir le modèle de ce type de régime. Le triomphe des démocraties occidentales sur les Empires de l'Europe du Centre en 1918 paraît la confirmation de l'idée que le régime parlementaire est le plus efficace.

L'arrivée au pouvoir de Mussolini en Italie (1922) et de Hitler en Allemagne (1933), marque la naissance d'un nouveau modèle de régime autoritaire. Contrairement aux régimes autoritaires du XIXe siècle, ils ne sont pas des survivances d'un passé pré-bourgeois, mais l'aboutissement de l'Etat bourgeois : des dictatures modernes.

FASCISME ET CAPITALISME DE MONOPOLE

Ce phénomène nouveau a été expliqué par trois facteurs. Le premier, c'est le passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme du monopole. Les traits caractéristiques de ce phénomène, décrit par Lénine sous le terme *Impérialisme* s'articulent autour de *la concentration de la puissance économique dans un petit nombre de mains* (sous la forme du capital financier), et de *la naissance de sur-profits monopolistes* obtenus non seulement par l'exploitation de la classe ouvrière mais par le pillage des peuples coloniaux et la ruine des couches non-monopolistes de la bourgeoisie. Le corollaire de cette analyse, c'est la naissance de conflits d'intérêts permanents entre les monopoles et la moyenne et petite bougeoisie.

Le second facteur, c'est la crise générale du capitalisme engendré par le succès de la révolution russe et l'exacerbation des contradictions internes du système. Le troisième facteur, corrélatif au précédent, est la montée des forces révolutionnaires qui menacent directement la domination du capital.

Le fascisme est l'instrument utilisé par le grand capital pour faire face à la crise interne du système et à la montée des forces révolutionnaires. Les traits caractéristiques de cette réponse, c'est la dictature terroriste, la mobilisation massive des classes moyennes et l'intervention systématique de l'Etat dans l'économie, notamment par la militarisation de l'industrie.

LE GAULLISME N'EST PAS LE FASCISME

Les différences entre gaullisme et fascisme apparaissent très fortement dans la crise de Mai.. Quelle qu'ait été la violence de la répression policière, elle n'est en rien comparable à la terreur qui s'abat sur l'Allemagne en 1933. Les sociaux-démocrates ont à leur actif des répressions aussi, si ce n'est plus, violentes effectuées dans le cadre de « démocraties » parlementaires. Sans remonter à l'écrasement de la commune de Berlin par Noske, la répression par J. Moch des grèves de 1947 soutient à son avantage la comparaison. J. Moch conserve d'ailleurs le titre de gloire d'avoir créé, à cette occasion, les C.R.S. Les nervis des C.D.R. ont la gâchette facile ; ils n'ont jamais eu l'ampleur, ni la violence des S.A. de Roehm. Pour qui a connaissance de la propagande anti-communiste entre les deux guerres mondiales, les tirades sur l'entreprise totalitaire apparaissent de bien aimables conversations de salon.

Mais s'arrêter à cet aspect des choses serait se contenter d'une analyse totalement descriptive et par là peu concluante. C'est dans la manière dont le gaullisme a conduit sa politique dans la crise de Mai que l'on peut saisir plus précisément la nature du régime. A quatre stades de la crise le régime a été amené à prendre des décisions cruciales engageant l'issue du conflit. Première décision : le 3 mai l'occupation de la Sorbonne par la police. Cette décision qui n'a peut-être été prise que par un ou deux ministres, n'est guère au départ qu'une opération de police visant à juguler une agitation minoritaire jugée dangereuse mais que l'on pense pouvoir étouffer dans l'œuf. Monumentale erreur d'appréciation sur la combativité du mouvement étudiant, mais opération courante dans les « démocraties » parlementaires. A partir de là s'engage un cycle répressif qui n'exprime qu'une chose : l'incapacité politique totale du gouvernement.

AVANTAGE SUR LE TERRAIN DEFAITE POLITIQUE

Seconde décision : le 11 mai, au lendemain de la nuit des barricades. L'avantage sur le terrain est resté aux forces de police. Mais le prix politique payé a été très lourd. L'opinion soutient les étudiants et les organisations ouvrières ne peuvent rester longuement indifférentes à la répression qui s'abat sur le Quartier Latin. Le choix est difficile : ou bien continuer la répression et s'aliéner des couches de plus en plus importantes de l'opinion ; ou bien capituler devant la rue et voir s'engouffrer dans la brèche un mouvement social trop longtemps contenu.

C'est la première option qui présente le moins de risques. Le pouvoir sait que, même contrainte à la solidarité, la C.G.T. n'est pas prête à se laisser entraîner à une épreuve de force avec la police et qu'elle en a les moyens. Il sait que, même sans utiliser les armes à feu, il possède sur le terrain une supériorité écrasante sur le mouvement étudiant. Une barricade tient rarement plus de deux heures et l'on peut empêcher sa construction. Pourtant le pouvoir choisit la seconde solution.

On peut expliquer cette décision par l'incurie et l'imprévision. Cet élément a certainement joué un rôle. Mais tout gouvernement sait qu'il risque gros à céder devant la rue. L'option est prise en fonction d'autres critères ; si Pompidou cède c'est qu'il sait que la victoire répressive n'est pas, dans le cadre du régime politique auquel il s'identifie, une victoire politique. Recherchant une victoire politique, il est contraint d'accepter la défaite politique (et non militaire) qu'il a subie le 11 mai.

Troisième décision cruciale, entre le 20 et le 24 mai. La généralisation du mouvement de grève place le gouvernement dans une situation très difficile. Une à une les commandes de la machine d'Etat craquent. L'option répressive est plus difficile. Mais elle est encore possible. Une épreuve de force localisée peut être victorieuse ; le gouvernement peut compter sur la C.G.T. pour dénoncer les provocateurs. La voie choisie est différente ; négociation sur les revendications salariales, solution du conflit politique par le suffrage universel (Référendum).

LA CONTRE-OFFENSIVE UNE EPREUVE DE FORCE POLITIQUE

Quatrième décision cruciale, le 30 mai. Signés le 27 mai au petit matin, les accords de Grenelle sont refusés par la base dans la journée. La C.G.T. change de registre et lance le slogan « Gouvernement Populaire ». Les candidats à la succession se multiplient. Le régime est en question. Le discours du 30 mai est un discours d'épreuve de force. La répression est brandie, mais seulement à titre de menace. L'épreuve de force qu'il engage, est une épreuve de force *politique* qui se tranche sur le terrain électoral. La manifestation de l'Etoile n'est que la réponse politique à la manifestation C.G.T. de la veille ; l'objectif : mettre autant ou plus de gens dans la rue. Manifestation fasciste, elle aurait dû se terminer par deux batailles rangées : l'une, sur la rive gauche, à l'assaut de la Sorbonne, l'autre sur la rive droite, à l'assaut de l'immeuble du Comité Central. Les C.D.R. dans la période suivante n'interviennent guère contre les facultés, encore moins contre les grévistes. C'est l'U.D.R. qui joue le rôle le plus important : distribuer les labels électoraux.

Ce rapide survol de la crise montre que jamais la solution purement répressive n'a été considérée par le gaullisme *comme une solution* valable. Au contraire, l'axe de sa politique, dès que la crise a atteint une ampleur nationale, a été d'amener la lutte sur le terrain électoral. C'est d'ailleurs une *constante* de la politique gaulliste, *depuis dix ans* : c'est sur le terrain électoral qu'ont été gagné *toutes* les batailles qu'a engagées le gaullisme. Cela ne veut pas dire que l'appareil répressif ne joue aucun rôle dans le régime. Au contraire, il est toujours là, agissant ou menaçant, même au moment du poker électoral. Mais il n'est pas l'axe du régime : il n'est qu'un auxiliaire, dans une partie qui se joue sur un autre terrain.

Il est révélateur qu'au cours d'une crise d'une ampleur sans précédent, aucune des nombreuses dispositions légales d'exception n'a été mise en jeu. L'explication est simple : aucune de ces dispositions ne pouvait permettre de renforcer le poids politique du régime et de son gouvernement. Dans la mesure où l'épreuve de force recherchée se déroule sur le terrain politique, elles ne sont d'aucune utilité.

LE COUT DU FASCISME POUR LA BOURGEOISIE

Si dans ses manifestations concrètes, le gaullisme apparait très différent du fascisme, une première question se pose : quelles sont les forces qui s'opposent à l'instauration d'un régime fasciste en France ?

Pour répondre à cette question il importe de préciser l'analyse du fascisme. Le fascisme est un *instrument* aux mains du grand capital. Cela ne signifie pas qu'il soit en tout temps et en tout lieu le meilleur et le plus commode des instruments.

Cela signifie, pour utiliser une métaphore économique, que le fascisme a un certain coût, qu'il présente pour la grande bourgeoisie un certain nombre d'inconvénients. La solution fasciste devient viable lorsque les avantages qu'elle comporte l'emportent sur les inconvénients. Si l'on prend l'exemple de l'Allemagne, les avantages ont été l'écrasement des organisations ouvrières, la mobilisation des classes moyennes, la solution de la crise économique, les profits engendrés par les succès initiaux de l'impérialisme allemand. Le coût a été la perte d'une part importante de l'autonomie politique et économique du grand capital, la rupture avec une partie de l'intelligentsia (l'exil massif des intellectuels juifs), l'aventurisme de la politique hitlérienne. La défaite de 1945 n'a pas été le moindre des éléments de la « note » payée par le capitalisme allemand pour l'expérience hitlérienne.

Le coût d'une expérience fasciste a, dans les pays capitalistes les plus développés, considérablement augmenté. La rupture inévitable entre la grande bourgeoisie et l'élite intellectuelle serait plus profonde et plus globale dans la France de 1968 que dans l'Allemagne de 1933. Tous les physiciens savent que la cause principale du retard du programme nucléaire français est dû essentielement à l'abstention de l'élite des atomistes français. Installer un régime fasciste en France, c'est pour le grand capital stériliser d'avance une part importante du potentiel scientifique et technique du pays. La perte subie par l'Allemagne dans les années 1930, en raison de l'hémorragie des cerveaux avait été déjà très grave. Elle le serait encore plus dans la France contemporaine.

LA BOURGEOISIE FRANÇAISE A BESOIN D'UN POUVOIR TECHNOCRATIQUE, NON D'UN REGIME FASCISTE

La perte d'autonomie politique et économique de la grande bourgeoisie serait elle aussi plus durement ressentie. La bourgeoisie française estime nécessaire le développement de l'intervention de l'Etat. Mais ce qu'elle appelle est totalement différent des besoins de la bourgeoisie allemande de l'entre-deux-guerres. Celle-ci désirait être protégée à la fois contre la concurrence extérieure et contre la logique du système économique : autarcie et militarisation (le programme nazi) y correspondaient. Au contraire, ce que recherche le grand capital français, c'est moins la protection que l'accroissement de son autonomie économique à la fois sur le marché intérieur, par l'élimination des structures économiques archaïques — celles qui précisément réclament une protection — et sur le marché extérieur, par l'abaissement des tarifs douaniers.

Si le coût d'une opération fasciste en France a crû, les bénéfices ont considérablement diminué. A la politique d'anéantissement des organisations ouvrières, la bourgeoisie occidentale de Berlin à Washington préfère une politique d'intégration Le loyalisme de la C.G.T. au cours de la crise de Mai a encore plus convaincu, s'il en était besoin, le grand capital français que là est l'avenir. La mobilisation des classes moyennes se pose dans des termes radicalement différents. Hitler se proposait de grouper une petite bourgeoisie de propriétaires menacés d'expropriation. Aujourd'hui la masse des classes moyennes que cherche à rallier le grand capital est constituée par des couches salariées. Ce ne sont pas les thèmes fascistes qui peuvent les mobiliser mais des thèmes de type technocratique comme la société d'abondance et la participation.

LE GAULLISME : UN ETAT BOURGEOIS D'UN TYPE ORIGINAL

Mais surtout, les problèmes qu'a à résoudre le grand capital ne sont pas de taille à nécessiter une médication aussi énergique que le fascisme. Celui-ci n'a pu triompher dans une grande métropole industrielle comme l'Allemagne, qu'à la faveur d'une crise économique sans précédent.

Quelles que soient les distorsions qui peuvent atteindre aujourd'hui l'appareil de production, quelles que soient les crises sectorielles, le capitalisme européen est encore à l'heure actuelle dans une phase d'expansion. Ce qui est à l'ordre du jour dans les chancelleries ce n'est pas : comment régler la crise ? C'est : comment rendre l'expansion plus rapide ?

Tous ces éléments indiquent que le grand capital hésitera longuement avant de s'engager dans une aventure de type fasciste. Tout indique, en tout cas, qu'il préférera une solution social-démocrate à une solution fasciste ; c'est ce qu'il n'a pas hésité à faire en Allemagne, en Italie, en Angleterre : c'est plus rentable et moins coûteux. La menace fasciste est aujourd'hui une carte fictive qui se joue dans le bluff politique du régime. Elle n'a pas plus de réalité que l'entreprise totalitaire du P.C.F. Elle joue le même rôle. L'une vise à mobiliser l'électorat de droite, l'autre à mettre au pas les forces populaires. Le gaullisme n'est pas le fascisme, ni son cousin timoré. C'est une forme originale de l'Etat bourgeois. Quel est son contenu exact ? Quelles conséquences stratégiques peut-on en tirer? Ce sera le sujet d'un prochain article.

Permanence diffusion ACTION

70, rue de la Tombe-Issoire, Paris (XIV')

Tél. : GOB 76-77

Sous prétexte de légalité, le pouvoir fait investir les locaux universitaires par ses flics. En fait, il cherche à empêcher comme il peut la continuation et la reprise de la lutte des travailleurs et des étudiants, les universités populaires d'été et toute activité coordonnée des comités d'action. Créant une ambiance de grandes vacances, il compte sur notre capitulation.

Nous ne céderons pas à cette entreprise d'intimidation. Nous l'avons déjà montré : dans la rue, dans les quartiers, nous continuons. Dans les entreprises, chacun fait le bilan et se prépare à de nouveaux combats attendus dans les mois prochains.

Les militants, dont l'immense majorité était inorganisée avant le 3 mai, ont eu besoin de lieux d'unification. Sur des mots d'ordre simples, à partir d'informations non truquées, et à travers une analyse qui dessine le visage d'une nouvelle politique, ACTION est devenu l'un des signes et l'un des lieux de cette unité.

Aujourd'hui il s'agit de préparer la bataille de la rentrée, d'en élaborer les thèmes, d'en mettre au point les modalités. Chacun va mettre à profit les mois d'été pour démarrer ce travail de réflexion et d'élaboration.

C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de publier ACTION une fois par semaine, avec un nombre de pages plus important. Pendant ces quelques semaines d'été, ACTION coûtera 1 franc. A la rentrée, ACTION QUOTIDIEN reparaîtra dans une forme améliorée.

Lecteurs, abonnez-vous pour la période des vacances (15 F), votre journal a besoin de votre soutien financier et politique. Diffusez-le, faites connaître ACTION, le journal d'un combat qui ne fait que commencer. Faites vous-mêmes le journal, en lui proposant vos idées. Ecrivez et adressez les abonnements accompagnés de leur paiement (chèque ou mandat-lettre) à l'ordre de Gérard Louette, à « ACTION », 70, rue de la Tombe-Issoire, Paris (XIVe). GOB. 76-77.

BULLETIN D'ABONNEMENT

à renvoyer à « ACTION »

70, rue de la Tombe-Issoire, PARIS (XIVe)

NOM ..... Prénom .....

Profession (facultatif) .....

Adresse : .....

(Prix : 15 F, par chèque ou mandat-lettre).

LA DÉSAGRÉGATION

Le 11 mai dernier, les agrégatifs de lettres modernes, lettres classiques et cinquième épreuve par solidarité avec leurs camarades blessés ou arrêtés. Degrammaire avaient fait grève lors de leur puis cette date, de nombreuses commissions avaient travaillé à la réforme de l'agrégation et du C.A.P.E.S. Il en était résulté un projet affirmant la nécessité de prévoir immédiatement un mode unique de recrutement des enseignants du second degré en remplacement des concours de recrutement actuels jugés périmés. Ce recrutement se ferait après cinq ans d'études et laisserait une place beaucoup plus importante à la formation pédagogique à peu près absente des études actuelles.

Ce projet s'accompagne de modalités concrètes susceptibles de résoudre le contentieux de 1968.

Le Comité national de grève des agrégatifs et des capétiens tentait vainement d'entrer en contact avec le ministère de l'Education nationale pour discuter du programme d'action des étudiants.

Bien plus, le gouvernement, fort de sa victoire aux élections, précipitait l'épreuve de force, en voulant montrer que les concours pouvaient encore se passer sous les formes habituelles.

Par une décision unilatérale, ne tenant compte d'aucune des conditions posées par les Etats généraux de l'agrégation, le gouvernement fixait la date des épreuves écrites reportées et prévoyait de faire passer les oraux courant juillet. Cette décision s'accompagnait d'un chantage à l'annulation des épreuves et de pressions diverses.

Pour le gouvernement, il s'agit là de faire la preuve de sa force et de montrer aux étudiants qu'ils n'ont aucun droit de regard sur le contenu et la forme de leurs études. La réforme gaulliste ne peut être qu'une réforme faite par le haut, une réforme qui éliminerait certes les aspects les plus archaïques de l'Université traditionnelle, une réforme menant à une Université moderne et technocratique au service des besoins immédiats du secteur privé.

Les étudiants, conscients que le gouvernement comptait sur leur faiblesse, décidaient, à une forte majorité, de continuer la grève tant que le gouvernement refuserait toute discussion sur leur projet de réforme.

Le S.N.E.S. demandait aussi le report des épreuves.

L'épreuve du 4 juillet devait se dérouler dans trois centres différents pour empêcher les candidats ayant des problèmes communs de mener une action commune.

Cependant, les agrégatifs avaient organisé des piquets de grève qui s'installaient dès 7 heures du matin.

Au centre de la Bibliothèque Sainte-Geneviève où devaient passer les candidats de lettres modernes, tout se déroulait calmement lorsque vers 8 h 15 les forces de police, devant le refus d'évacuer les lieux, intervenaient brutalement pour disperser le piquet et interpellaient trois étudiants qui devaient être relâchés peu après.

Le piquet se reformait à l'intérieur de la Bibliothèque après qu'une trentaine de « jaunes » eussent pénétré dans la salle d'examen. Finalement, devant la détermination des autres candidats refusant de composer, le jury déclarait vers 12 heures que les épreuves ne pouvaient se dérouler dans ces conditions.

Dans les deux autres centres (l'Hôtel Continental et l'Omnium de la rue de Lancry) les choses se passaient de façon identique ainsi que dans les principaux centres de province.

Le gouvernement, trop confiant, venait de perdre une nouvelle bataille.

A partir de cet échec, il va peut-être être obligé de tenir compte des revendications défendues fermement par les étudiants. La dés-agrégation continue.

COMMUNIQUÉ DU C.A.E.T.

Le C.A.E.T. (Comité d'Action de l'Enseignement Technique) demande à tous les élèves des lycées et collèges techniques ayant participé à des travaux à l'intérieur des lycées et collèges occupés de nous envoyer le plus rapidement possible le résultat de ces travaux afin d'établir un cahier de revendications commun à tous les lycées et collèges techniques de France.

Faire parvenir ces travaux au

C.A.E.T.

70, rue de la Tombe-Issoire, Paris-14e

Diffusez ce message à tous vos camarades lycéens et collégiens.

ACTION CONTINUE

Créé sans aucun capital, sauf celui de la confiance des militants, le journal a besoin de rentrées régulières.

Si vous voulez que sa parution continue, assurez le soutien financier à « Action ». Versez les fonds à Serge Bosc, C.C.P. 24 642-72 Paris, en indiquant « Pour Action ».

Permanence des Comités d'Action : 6, rue Monge Paris Ve

Le directeur de la publication : Jean-Pierre VIGIER

Grandes Imprimeries « Paris Centre »

142, rue Montmartre Paris (2e)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués